

**SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE**

Rapport d'activité 2012



Editorial



Transition, concrétisation ont été les maîtres mots du SPCPF pour l'année 2012. Vous découvrirez dans ce rapport le détail de ce qui a constitué l'activité du SPCPF au cours de cette année.

2012 a été une année de transition avec la mise en œuvre complète de la Fonction Publique Communale (FPC) et la création opérationnelle du Centre de gestion et de Formation (CGF).

C'est un chantier capital pour les communes polynésiennes qui s'est achevé avec l'accouchement réussi de cette structure. Le SPCPF en aura assuré une grande partie de la conception, mais aussi l'accompagnement à sa mise en œuvre concrète en hébergeant son équipe quelques semaines avant qu'il n'intègre ses propres locaux au second semestre 2012.

Cette phase de notre action étant terminée, je voudrais surtout mettre en avant les projets dans ce qui demeure essentiellement le cœur de notre action : la promotion de l'institution communale et la formation des élus.

L'implication du SPCPF été crescendo dans le dossier du traitement des déchets, concrétisé par la création officielle du syndicat mixte chargé de la gestion des déchets puis en fin d'année par l'élection de son bureau et de son président.

C'est un dossier qui a également beaucoup mobilisé les cadres des communes de l'île de Tahiti et bien entendu leurs élus.

De notre action je retiens aussi un congrès des communes réussi dans l'île de Tahaa. Propice aux rencontres avec nos interlocuteurs institutionnels, cette manifestation annuelle permet de répondre à la nécessité qui est la notre de mieux faire connaître à nos partenaires les défis que doivent surmonter les communes polynésiennes.

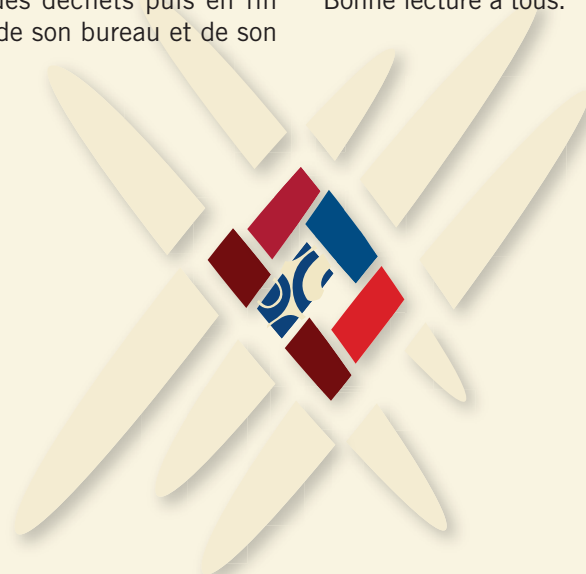
Au-delà de ce grand rendez-vous, à chaque rencontre nous avons rappelé les difficultés auxquelles nous devons faire face et l'ampleur des réformes que nous devons mettre en œuvre dans un contexte de crise financière qui n'a cessé de s'alourdir d'année en année. Dans le même temps nous avons mis en avant tous les efforts accomplis par les communes polynésiennes pour répondre à ces défis.

A l'approche du renouvellement du mandat des conseils municipaux, le SPCF a initié en fin d'année 2012 un travail d'anticipation des enjeux qui se profilent pour les élus et notre structure.

Ce chantier sera au centre de notre action dans les prochains mois.

Bonne lecture à tous.

Teriitepaiatua Maihi



Sommaire

I - LA SYNTHÈSE - Le bilan général de l'année 2012	5
II - LA PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE	6
• Une année de développement de la compétence	6
<i>Les archipels à l'heure de la FPC</i>	6
• Le tableau des réalisations 2012	7
<i>Les maires polynésiens ont rencontré des membres du cabinet du ministre de l'Outre-mer</i>	7
<i>A la rencontre du nouveau Haut-commissaire</i>	8
<i>Un état des lieux précis et un séminaire sur l'intercommunalité polynésienne</i>	8
<i>IDV : vers un syndicat mixte ouvert (communes/Pays) pour gérer les déchets</i>	9
<i>Le carrefour de l'emploi public : les communes en mouvement</i>	9
III - LA FORMATION DES ELUS	10
• Une offre ambitieuse mais un bilan en demi-teinte	10
• Les actions internes	10
• Le tableau des actions de formation 2012	11
<i>Lire et comprendre le budget de la commune, une impérieuse nécessité</i>	12
<i>Comment construire une relation de travail basée sur la complémentarité du binôme élu/cadre</i>	12
<i>Les élus face à l'interview</i>	13
<i>Maîtriser le foncier de sa commune</i>	13
<i>Une délégation de maires et d'élus polynésiens au congrès de l'AMF avec le président du SPCPF</i>	14
<i>Un catalogue d'offre de formations à destination des élus</i>	14
IV - LA COMPÉTENCE RESTAURATION SCOLAIRE	15
• Des études ponctuelles en l'absence de personnel	15
<i>Les actions - La réflexion des élus</i>	15
V - LA COMPÉTENCE EAU POTABLE	16
• Le bilan 2012	16
<i>Ce qui a marqué l'année 2012 - Le bilan 2012 par mission statutaire</i>	16
<i>Missions des agents de la compétence - Conclusions</i>	17
• Annexe : Bilan 2012 - Détail des projets réalisés	18 - 19
• Le projet PAPE	20
<i>Nette évolution des taux de potabilité de l'eau dans les communes PAPE - La phase de communication</i>	20
• La mission «Études»	21
<i>Comment distribuer de l'eau potable dans les atolls des Tuamotu ?</i>	21
<i>Le suivi du vieillissement des forages</i>	21
<i>Une expertise au service des communes</i>	22
• La mission «Maîtrise d'œuvre»	22
<i>Améliorer l'approvisionnement en eau potable dans la commune de Tumaraa</i>	22
VI - LA COMPÉTENCE INFORMATIQUE	23
• Présentation : Rôles et missions	23
• Le bilan 2012 par projets communaux	23
<i>L'Assistance Hotline</i>	23
<i>La mission «Logiciels»</i>	24
<i>Une équipe au complet</i>	24
<i>Bien anticiper les élections en se perfectionnant au logiciel Win-Ele</i>	25
<i>La mission «Environnement informatique»</i>	25
<i>Le déploiement des logiciels de facturation</i>	26
<i>La relation aux communes adhérentes</i>	27
<i>La FPC et son paramétrage sur le logiciel GRH</i>	27
VII - LA COMMUNICATION	28
• Donner tout son sens au mot «promotion»	28
• Un nouvel essor pour la communication externe	28
• La communication interne	29
VIII - LE PARTENARIAT AVEC LE CNFPT	30
<i>Accompagner la mise en œuvre de l'intercommunalité en Polynésie française</i>	30
<i>Pérenniser la participation du CNFPT au congrès des communes de Polynésie française</i>	30
IX - LE COMPTE ADMINISTRATIF 2012	31
• Le Bilan financier	31
<i>Résultat de l'exercice</i>	32
• ANALYSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	32
• ANALYSE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	35
<i>Le compte de gestion du Trésorier des Iles-du-Vent, des Archipels et des Australes</i>	36
<i>La trésorerie - La répartition par compétence - L'affectation du résultat</i>	36
<i>Délibération n°1/2013/SPC du 7 février 2013</i>	37
• Tableau des communes adhérentes au SPCPF en 2012	38

Synthèse

Le bilan général de 2012

L'année 2012 a été une année de transition forte pour le SPCPF. La compétence historique en matière de formation des agents a été transférée au CGF dans le cadre de la mise en place de la FPC et le processus d'évolution du SPCPF, avec un recentrage sur les compétences obligatoires «Promotion de l'institution communale» et «Formation des élus» a été initié.

Le changement a été réussi financièrement, avec un budget sans contribution «Formation des agents» et le recrutement par le CGF de 6 agents du SPCPF. Une situation potentiellement difficile pour le budget, et donc pour les communes a été ainsi évitée, avec la crainte écartée d'une double cotisation.

Ce changement s'est traduit par une évolution statutaire nécessaire. Il a surtout été réussi par la poursuite et même le renforcement des actions de toutes les compétences.

En particulier, l'intervention du SPCPF comme représentant et fédérateur des communes a été très appréciable. Tout d'abord avec un congrès des communes hors Tahiti

réussi et puis ensuite avec le travail avec les communes des îles du vent pour trouver une solution au difficile problème du traitement des déchets.

Malgré une difficulté à mobiliser en fin de mandature, la formation des élus reste, grâce à un programme très diversifié, un socle sur lequel le SPCPF peut s'appuyer pour son avenir.

Les résultats des compétences optionnelles sont également remarquables et concourent à la cohérence et l'unité de l'image du SPCPF.

**2012 a été
une année
de transition
importante
pour le SPCPF**

Le projet PAPE en eau potable, l'étude et le lancement du processus de délégation de service public en restauration scolaire et une équipe technique au complet au service des communes en informatique, témoignent de cette dynamique partagée par tous.

Le SPCPF peut maintenant se projeter vers l'avenir, sans cette incertitude pesant depuis plusieurs années sur son évolution dans l'attente de la mise en œuvre de la FPC.



La Promotion de l'institution communale

UNE ANNÉE DE DÉVELOPPEMENT DE LA COMPÉTENCE

L'année 2012 a été une année de développement de la compétence, en particulier avec une très forte action pour accompagner les communes des îles du vent dans le projet de création d'un syndicat mixte communes / Pays pour résoudre le problème du traitement des déchets.

Un projet voué à se développer a par ailleurs été initié, en partenariat avec le CNFPT, en matière d'intercommunalité (*voir encadré*). Un rassemblement des élus s'est tenu en septembre avec un bilan de la situation. Ce travail se poursuivra en 2013.

De fait, les actions ont été réalisées au-delà des prévisions :

- Cinq actions, pour 464 heures programmées et 56 participants attendus, figuraient au projet initial.
- 16 actions pour 971 heures et 272 participants accueillis ont été réalisées.
- 14 actions en plus (essentiellement pour le SMO) et aussi 3 annulées (finances et mission technique intercommunalité reportée à 2013).
- Des coûts directs à hauteur de 3,37 MF pour 4,49 MF budgétés.

A partir de ce constat, le comité de pilotage des élus et le bureau syndical du SPCPF ont dressé un bilan des actions du SPCPF qui souligne le besoin des communes en matière d'accompagnement.

Celles-ci doivent pouvoir compter sur le SPCPF pour défendre l'intérêt de l'institution communale. Il doit fédérer, informer, alerter et les accompagner sur des thématiques complexes et aux enjeux forts (eau potable, environnement). Le SPCPF représente un point d'ancrage et de recours (juridique par exemple) notamment en période de crise et de réforme.

Dans un contexte où les difficultés financières des communes subsistent, celles-ci cherchent à optimiser les dépenses et dans ces conditions le SPCPF doit relever de nouveaux défis face à un CGF «institution jeune et dotée de moyens importants».

Le SPCPF doit donc veiller à être mieux armé en ressources et être attentif à la qualité de son leadership.

Très clairement, l'enjeu sera de préparer le passage à la nouvelle mandature 2014-2020, un chantier qui démarra dès 2013.

Les archipels à l'heure de la FPC

Après les Iles du Vent, les Iles sous le Vent puis les Australes au dernier trimestre 2011, les réunions d'information «FPC» se sont tenues début 2012 dans les communes des Marquises et des Tuamotu - Gambier.

À près 52 réunions destinées aux Australes, aux Iles du vent et aux Iles sous le vent en 2011, 48 réunions d'informations ont été organisées de janvier à avril 2012. Pas moins de 242 élus et 573 agents ont bénéficié des exposés et explications fournis par les équipes de formateurs.

Ces réunions ont confirmé le premier bilan établi à mi-parcours de la tournée : la FPC était fortement attendue, les réunions permettent de dédramatiser sa mise en œuvre par la présentation des règles les plus importantes de la réforme et le fait que les communes vont pouvoir partager les



Les deux équipes de formateurs (de gauche à droite, Bertrand Raveneau, Jean Silvestro, Régina Suen Ko, Déborah Kimitete, Pascal Doisne et Christophe Hurault) entourent le Maire de la commune de Hiva Oa, Etienne Tehaamoana.

expériences rassurent les décideurs. Il existe une véritable prise de conscience des enjeux de la réforme, mais aussi, très concrètement, des nouveautés porteuses qu'apporte le statut en matière de gestion du personnel.

Le fait que celui-ci soit d'abord un outil d'amélioration et de rationalisation des ressources humaines est mieux compris, avec l'espoir que la réforme ne soit pas vécue que comme une contrainte juridique de plus à appliquer.

Comme toujours, les intervenants ont été chaleureusement accueillis et remerciés, les participants appréciant particulièrement le fait que l'on se déplace vers eux, avec toutes les contraintes de déplacement que l'on connaît dans le cas des archipels.

On note que ces 24 actions ont constitué les dernières actions de la compétence «formation des agents» du SPCPF. Compétence historique du SPCPF depuis 1980, elle a été transférée au CGF en application du statut de la FPC. Le financement par l'Etat et le FIP de la tournée a permis la réalisation de ces actions sans mobiliser de contributions communales spécifiques pour la formation des agents.

Le tableau des réalisations 2012

Du	Au	Domaine	Thème	Lieu	Nombre stagiaires	Heures réalisées
20-févr	20-févr	Comptabilité & Finances communales	Groupe de travail	SPCPF	2	6
10-sept	25-sept	CGCT : enjeux d'une intercommunalité efficace	Mission diagnostic CNFPT	Archipels	19	95
3-févr	3-févr	Gestion des déchets	Présentation étude syndicat mixte	Vice-présidence	8	16
13-févr	14-févr	Gestion des déchets	Présentation étude syndicat mixte	SPCPF - Présidence	27	93
19-mars	19-mars	Gestion des déchets	Présentation étude syndicat mixte	Ancienne mairie de Pirae	10	38
5-avr	5-avr	Gestion des déchets	Présentation étude syndicat mixte	Papeete	28	112
26-avr	26-avr	Gestion des déchets	Avis sur la création du syndicat mixte ouvert	Pirae	23	92
10-mai	10-mai	Gestion des déchets	Avis sur la création du syndicat mixte ouvert	Punaauia	29	116
22-mai	22-mai	Gestion des déchets	Préparation création du syndicat mixte ouvert	Punaauia	27	108
6-juin	6-juin	Gestion des déchets	Préparation création du syndicat mixte ouvert	Punaauia	30	120
10-oct	10-oct	Gestion des déchets	Préparation création du syndicat mixte ouvert	Punaauia	27	81
11-sept	11-sept	RDV protocolaire	Rencontre avec le nouveau Haut-commissaire	SPCPF / HC	10	20
13-déc	13-déc	Aménagement	Etude SAGE	SPCPF	6	12
8-août	8-août	FPC	Réunion tripartite Etat / communes / syndicats	SPCPF / HC	5	15
30-août	30-août	FPC	Réunion tripartite Etat / communes / syndicats	SPCPF / HC	12	20
17-avr	17-avr	FPC	Avis sur revendications syndicats	Mairie de Pirae	9	27
TOTAL					272	971

Les maires polynésiens ont rencontré des membres du cabinet du ministre des Outre-mer

En déplacement en métropole à l'occasion du congrès des maires de l'AMF en novembre, la délégation conduite par le président du SPCPF avait sollicité une rencontre avec M. Victorin Lurel, ministre des Outre-mer.

Compte tenu de l'agenda chargé du ministre avant son déplacement en Nouvelle Calédonie, celui-ci avait chargé trois membres de son cabinet de recevoir la délégation polynésienne. Au menu de l'entretien, la question des finances communales, celle du FIP et enfin celle relative à la fonction publique communale. Chacun de ces sujets a été abordé par un membre de la délégation.

La délégation des maires polynésiens sur le perron du ministère des outre mer.



Des maires des cinq archipels à la rencontre du nouveau Haut-commissaire

Conduite par le président du SPCPF, une délégation des maires des cinq archipels a rencontré M. Laflaquière, le nouveau Haut-commissaire, dans le cadre des entretiens protocolaires que celui-ci a mené depuis son arrivée en Polynésie française.

Les questions financières qui pénalisent le bon fonctionnement des communes et les investissements qu'elles doivent réaliser ont été au cœur des échanges.



Le 14 septembre 2009, conduite par le président du SPCPF, une délégation des maires des cinq archipels a rencontré M. Laflaquière, le nouveau Haut-commissaire. (Photo Haut commissariat de la République en PF)

Les questions financières (FIP, et notamment l'interprétation de l'article 52 de la loi statutaire qui doit être donnée par le conseil d'Etat, la fiscalité communale) préoccupent beaucoup les maires, ce n'est pas nouveau. La question de l'interprétation de l'article 52 est bloquante dans ce dossier, a convenu le Haut-commissaire. Il a également confirmé aux maires que l'enveloppe financière que doit débloquent l'Etat dans le cadre du plan de redressement prévu par des recommandations du rapport Bolliet comporte bien le volet des retards de paiement du Pays alimentant le FIP. Dans la continuité du congrès des communes, les maires ont mis l'accent sur leur demande de voir se réaliser très concrètement le partenariat Etat/Pays/Communes affiché par les partenaires institutionnels. A ce sujet ils ont indiqué au Haut-commissaire qu'ils souhaitent que la présidence du FIP soit assurée à l'avenir par un maire et non plus par le binôme actuel (Président de la Polynésie française / Haut Commissaire).

Ils ont également demandé que le prochain contrat de projet Etat/Pays pour la période 2014/2018 associe les communes. Le Haut-commissaire s'est déclaré réservé sur cette demande, s'agissant d'un contrat de projet associant l'Etat et le Pays.

Enfin, les maires ont évoqué la question du Syndicat Mixte Ouvert, qui doit succéder à la SEP pour le traitement des ordures ménagères à Tahiti et Moorea.



Plusieurs maires en provenance des différents archipels ont participé au séminaire. On reconnaît notamment les *tavana* de Bora Bora, Hao, Pajara, Pirae, Punaauia, Raivavae entourant le président du SPCPF.

Un état des lieux précis et un séminaire sur l'intercommunalité polynésienne

Assez longtemps embryonnaire en Polynésie française, l'intercommunalité tend à se développer, notamment depuis la mise en œuvre du CGCT qui permet la mise en place des communautés de communes. La première étape d'un diagnostic mené par deux experts du CNFPT, s'est déroulée à la demande du SPCPF. Elle a permis de faire le point sur la vision qu'ont les élus municipaux de ce dispositif, de ses avantages et des freins à sa mise en œuvre dans notre collectivité. Un séminaire rassemblant les élus autour des deux experts a permis de débattre de ce sujet.

L'intercommunalité permet de réaliser des économies d'échelle par la mutualisation des moyens humains, matériels et techniques pour une meilleure efficacité de l'action publique. Il y a 11 structures intercommunales en Polynésie Française : 7 syndicats de communes (4 SIVU et trois SIVOM), 2 syndicats mixtes, et depuis peu 2 communautés de communes (CODIM, Hava'i). La plus connue des structures intercommunales polynésiennes est le SPCPF.

La mission des deux experts du CNFPT a permis notamment de mettre en évidence les difficultés mises en avant par les élus à propos de leurs expériences sur l'intercommunalité et sur « l'effet de mode » selon certains qui serait attaché à ce concept.

Une organisation spécifique

Les difficultés sont également d'ordre juridique, touchant à la répartition des compétences entre les trois partenaires institutionnels (Etat, Pays, communes). En Polynésie française cette répartition s'articule selon une organisation très spécifique, le statut d'autonomie unique au sein de la République ne facilitant pas, par exemple, l'exercice des compétences économiques par les communes. Pour les communautés de communes (CODIM aux Marquises, Hava'i aux îles sous le vent), le choix des compétences est réglementé. La loi oblige les communes à transférer un minimum de deux compétences obligatoires, l'aménagement de l'espace et des actions de développement économique intéressant l'ensemble de la communauté de communes. En Polynésie française ces compétences sont dévolues au Pays, ce qui subordonne donc

la création d'une communauté de commune à un transfert préalable de compétences par la Polynésie française vers les communes concernées pour que celles-ci puissent ensuite les déléguer.

Ce processus ne semble pas facile à réaliser dans les faits, et les conditions de ces interventions ont été fixées par une loi de pays d'août 2010, ce qui entraîne un imbroglio juridique. D'autre part, en dehors de l'île de Tahiti, qui regroupe douze communes et celle de Raiatea seulement trois, le regroupement des communes se heurte de facto à la réalité des îles éparpillées sur une surface grande comme l'Europe.

Une nouvelle dynamique

Après quelques expériences malheureuses qui ont marqué l'esprit des décideurs politiques, une nouvelle dynamique semble cependant se mettre en place pour mutualiser les moyens et réaliser des économies d'échelle. Fait appréciable, les communautés de communes bénéficient d'un financement spécifique de l'Etat (la dotation d'intercommunalité), qui est bonifiée lorsqu'une communauté est dispersée sur plusieurs îles.

Face à l'évolution de la société (augmentation du nombre d'habitants, mentalité et niveau d'exigence vis-à-vis du service public, diminution des ressources mais compétences des communes renforcées notamment dans le domaine environnemental), les communes polynésiennes doivent mutualiser leurs moyens afin de rendre les services à la population à moindre coût. Cependant, rien n'est possible sans accord entre les communes autour d'un projet de développement commun et une volonté politique forte.

■ IDV : vers un syndicat mixte ouvert (communes/Pays) pour gérer les déchets ■



Le bureau du Syndicat Mixte Ouvert pour le traitement des déchets a été mis en place en fin d'année 2012. On reconnaît au centre de la photo son président, M. Jules Ienfa, entouré par les maires et les élus communaux de Tahiti et Moorea ainsi que le Vice-président et le Ministre de l'Environnement.

La filière de traitement des déchets mise en place il y a plus de 10 ans donne de bons résultats, mais souffrait d'une situation juridique ambiguë engendrée par le transfert aux communes de la compétence en matière de déchets. Sous l'égide du SPCPF et en partenariat avec l'Etat et le Pays pour mettre en place un dispositif pérenne dans le temps, les représentants des communes des îles du vent ont poursuivi tout au long de l'année 2012 leurs rencontres. Objectif : finaliser l'architecture juridique de la structure qui sera chargée de prendre la relève de la SEP pour le traitement des déchets.

La mise en place à la fin des années 1990 du CET de Taravao et du centre de tri de Motu Uta ont grandement amélioré le service en matière de traitement des déchets ménagers, dans un contexte où la compétence en matière de traitement des déchets était floue. Une société d'économie mixte, la SEP, a été créée, avec le Pays comme principal actionnaire et la participation des communes. Le service rendu par cette société a alors été encadré par des marchés passés avec les communes. Cependant, l'application du statut de 2004 et du CGCT a imposé aux communes d'assumer la compétence en matière de gestion des déchets, et ceci dans des délais imposés. En particulier, les communes des îles du vent devaient trouver une solution à la situation juridique complexe de la SEP, titulaire de marchés dont la validité juridique était douteuse depuis le 1^{er} janvier 2012, date butoir fixée par le CGCT pour que les communes mettent en place un service public des déchets verts et ménagers.

Depuis mi-2011, un travail a été mené entre l'Etat, le Pays et les communes sur le sujet. Le principe de la création d'un syndicat mixte, dont le périmètre de compétence serait le traitement des déchets du Pays et des communes, a été arrêté en juillet 2011 lors d'une réunion à Taravao, en présence en particulier du ministre de l'environnement et des maires des îles du vent. Une étude a été menée par le ministère sur la faisabilité du projet et les conclusions ont été présentées au monde communal.

Le SPCPF très actif

Dans le cadre de sa compétence en matière de promotion de l'institution communale, le SPCPF a participé activement à la réflexion et au montage du dossier en organisant le rassemblement du monde communal pour que celui-ci soit réellement force de proposition. Un groupe de travail a été mis en place et des réunions plénières des maires et cadres des communes concernées ont été organisées, afin d'élaborer les statuts du futur syndicat.

Le financement sur le long terme de la structure constituait une préoccupation majeure pour les élus, inquiets de la répercussion sur la facture des usagers dans un contexte social très difficiles pour beaucoup de familles. Ils ont demandé que l'Etat et le Pays puissent participer au financement du fonctionnement du dispositif. Ils ont insisté en particulier sur le fait que la contribution exceptionnelle du Pays puisse être préservée sur le long terme. Les efforts et actions entrepris en 2012 ont conduit à la création le 1^{er} novembre 2012 du Syndicat Mixte Ouvert pour la gestion, la collecte, le traitement et la valorisation des déchets.

■ Le carrefour de l'emploi public : «Les communes en mouvement» ■

L'Université de la Polynésie française organise chaque année, en partenariat avec les services du Haut-commissariat, le Pays, le CGF et le SPCPF, le «Carrefour de l'emploi public». Cette manifestation a pour objectif de mettre en relation les employeurs publics et les étudiants de l'Université et de présenter notamment les différents métiers de la fonction publique pouvant s'offrir aux futurs diplômés. Le SPCPF et le centre de Gestion et de Formation (CGF) ont coordonné la participation des communes notamment en proposant un stand unique dédié à l'ensemble des problématiques communales en matière de recrutement, et des rencontres informelles avec élus et des cadres.



Outre les représentants du SPCPF et du CGF, plusieurs communes ont répondu présentes. Ainsi tout au long de la journée se sont succédé sur le stand et dans les rencontres avec les élus et les cadres les communes de Arue, Mahina, Papara, Pirae, Punaauia et Teva I Uta. Les étudiants et les lycéens ont ainsi pu poser toutes leurs questions. Les différents intervenants leur ont expliqué les modalités d'accès à la toute récente fonction publique communale et les possibilités de carrière. Les participants ont eu également la possibilité de discuter des différents métiers communaux. Les élus, les directeurs généraux des services, les directeurs des ressources humaines, les juristes, les chargés de communication, les policiers municipaux, les pompiers, les techniciens en eau potable... ont pu présenter aux futurs diplômés les différentes facettes de leur métier. Les représentants des communaux ont montré aux jeunes que les communes sont entrées dans une dynamique de recrutement rationnel. Elles vont avoir besoin de plus de cadres pour pouvoir faire face aux différentes mutations qui sont encours. Par ailleurs, un vieillissement du personnel communal va engendrer à moyen terme de nombreux départ à la retraite. Même si tous les postes ne seront a priori pas remplacés, les communes auront besoin de personnel pour assurer les missions de service public qui sont les leurs. Une réelle opportunité pour les jeunes qui souhaitent intégrer le monde du travail en sachant qu'ils pourront évoluer tout au long de leur carrière.

La Formation des Elus

UNE OFFRE AMBITIEUSE MAIS UN BILAN EN DEMI-TEINTE

En 2012, les communes ont poursuivi leurs efforts de gestion de la crise financière, à laquelle elles sont confrontées depuis plusieurs mois désormais, et la mise en place des réformes (FPC, mise en place des budgets annexes).

Le SPCPF a achevé avec succès en avril la vaste opération dite « tournée FPC » dans les 48 communes pour renforcer son action d'information et d'accompagnement des municipalités (voir encadré).

En matière de formation en revanche, les retards successifs des textes d'application n'ont pas permis de réaliser les actions programmées dans ce domaine sur le second semestre.

Une offre 2012 importante et ambitieuse mais conforme à la commande du comité de pilotage et du comité syndical a été proposée.

Le bilan est cependant plutôt mitigé en termes de participation avec quelques chiffres :

- Une offre de 58 actions pour 10 932 heures programmées et 977 participants attendus,
- 45 actions réalisées pour 7 429 heures et 632 élus accueillis.

Une baisse similaire avait été constatée sur l'ancienne mandature (2002/2008), car à 2 ans de la fin du mandat la formation ne présente plus le même intérêt pour les élus municipaux. Un phénomène amplifié en 2012 par l'instabilité politique permanente et les périodes d'élections, même nationales qui malgré tout constituent un enjeu politique fort au niveau local.

En revanche, le congrès des communes reste une opération à succès. On retiendra l'importance que les communes attachent à porter les réformes qui les concernent, notamment financières mais aussi en matière de compétences environnementales (traitement des déchets) même si elles rencontrent quelques difficultés à mener de front et dans le même temps toutes les réformes qui leurs sont imposées.

LES ACTIONS INTERNES

Les actions internes sont les actions organisées par le SPCPF, essentielles pour en définir la politique ou préparer les actions de ses compétences statutaires.

Il s'agit de commissions internes au SPCPF comme par exemple le comité de Pilotage des élus.

Le bilan 2012 conduit par les membres du comité de pilotage et du bureau a souligné la nécessité de renforcer les moyens du SPCPF (humains notamment) et le leadership communal (accompagnement des communes).

La réflexion a porté jusqu'à identifier les moyens d'accompagner la structure pour qu'elle soit plus efficace et pertinente dans son action. Que ce soit dans le cadre de la promotion ou de la formation

des élus, l'enjeu pour le SPCPF sera de préparer efficacement le passage à la nouvelle mandature 2014-2020.

FORMATION

- 58 actions programmées
- 45 actions réalisées
- 7 429 heures de formation
- 632 élus accueillis



Le tableau des actions de formation 2012

Du	Au	DOMAINE	THÈME	LIEU	Nombre stagiaires	Heures réalisées
9-mai	11-mai	Communication	Se préparer à une interview	Api formation	10	162
22-août	24-août	Communication	Se préparer à une interview	SPCPF	8	140
8-mars	8-mars	Communication	L'offre 2012 de formation, le SPCPF	Pirae	42	126
12-mars	13-mars	Compta. & Finances com.	Lire et comprendre un budget (autres archipels)	SPCPF	10	130
19-mars	20-mars	Compta. & Finances com.	Lire et comprendre un budget (IDV - ISLV)	SPCPF	11	154
9-mai	10-mai	Compta. & Finances com.	Comment fonctionne une régie (IDV-ISLV)	SPCPF	11	154
14-mai	15-mai	Compta. & Finances com.	Comment fonctionne une régie (autres archipels)	Papeete	8	112
30-juil	3-août	Congrès/séminaires	Aménager pour développer	Tahaa	149	3 576
30-juil	3-août	Congrès/séminaires	Les outremers face à la crise	Ile de la Réunion	2	56
19-nov	22-nov	Congrès/séminaires	Les territoires, acteurs d'un monde en mutation	Paris	6	168
17-déc	18-déc	Congrès/séminaires	Bilan de l'action municipale - le CGCT	Taiarapu ouest	25	375
18-avr	19-avr	Juridique	La mise en jeu de la responsabilité de l' élu	UPF	18	252
27-juin	27-juin	Juridique	Fonctionnement des institutions publiques locales et évolutions juridiques récentes	UPF	21	147
16-avr	17-avr	Juridique	Connaissance de l'environnement institutionnel local	UPF	11	150
18-sept	19-sept	Juridique	La maîtrise foncière de sa commune	Pirae	11	138
11-avr	11-avr	Juridique	Le funéraire - la gestion des cimetières	Pirae	13	65
20-févr	24-févr	FPC	Rencontre avec partenaires métropolitains	Métropole	3	77
9-janv	9-janv	FPC	Information des élus	Ua Pou	10	40
11-janv	11-janv	FPC	Information des élus	Tahuata	14	56
10-janv	10-janv	FPC	Information des élus	Nuku Hiva	10	40
12-janv	12-janv	FPC	Information des élus	Hiva oa	15	60
20-janv	20-janv	FPC	Information des élus	Rangiroa	9	36
6-févr	6-févr	FPC	Information des élus	Fatu Hiva	12	48
9-févr	9-févr	FPC	Information des élus	Ua Huka	11	44
15-mars	15-mars	FPC	Information des élus	Hao	6	24
8-mars	8-mars	FPC	Information des élus	Arutua	10	40
3-avr	3-avr	FPC	Information des élus	Takarua	9	36
16-avr	16-avr	FPC	Information des élus	Gambier	9	36
3-avr	3-avr	FPC	Information des élus	Manihi	8	32
24-janv	24-janv	FPC	Information des élus	Fakarava	14	56
14-mars	14-mars	FPC	Information des élus	Fangatau	7	28
30-mars	30-mars	FPC	Information des élus	Napuka	7	28
13-mars	13-mars	FPC	Information des élus	Puka Puka	8	32
12-mars	12-mars	FPC	Information des élus	Tatakoto	9	36
16-mars	16-mars	FPC	Information des élus	Nukutavake	11	44
29-mars	29-mars	FPC	Information des élus	Reao	9	36
29-mars	29-mars	FPC	Information des élus	Hikuuru	7	28
30-mars	30-mars	FPC	Information des élus	Tureia	7	28
28-mars	28-mars	FPC	Information des élus	Anaa	10	40
28-mars	28-mars	FPC	Information des élus	Makemo	11	44
20-janv	20-janv	FPC	Information des élus	Bora Bora	19	76
2-juil	3-juil	Management	Les relations entre élus et cadres	CGF	8	112
4-juil	5-juil	Management	Les relations entre élus et cadres	Tous	9	126
8-oct	10-oct	Management	La conduite de projet : Quels outils et quels rôles pour les élus	Pirae	8	133
15-oct	17-oct	Management	La conduite de projet : Quels outils et quels rôles pour les élus	Tous	6	108
TOTAL					632	7 429

■ Lire et comprendre le budget de la commune, une impérieuse nécessité ■

Les premières formations du programme 2012 pour les élus municipaux ont été consacrées au Budget. C'est plus d'une vingtaine d'élus chargés des finances ou souhaitant tout simplement compléter leurs connaissances, qui ont suivi la formation intitulée «Lire et comprendre le budget de la commune».

Les archipels ont largement été représentés à l'exception toutefois des ISLV qui n'ont présenté aucun candidat, permettant certainement à d'autres communes de profiter de places disponibles. Les deux sessions se sont déroulées dans les locaux du SPCPF les 12 et 13 mars pour les petites communes puis les 19 et 20 mars pour les grandes communes. Elles ont été animées par des formateurs communaux SPCPF expérimentés : Jean Luc Prunier (DDPC du Haut-commissariat) et Anne Sophie Locquegnies (DAF de la commune de Papeete).

Ces formations répondent à un besoin exprimé par les communes : revisiter les fondamentaux de la gestion communale. Elles s'inscrivent également dans une démarche de consolidation des connaissances permettant aux élus de mieux appréhender leur mission au sein des instances décisionnelles qu'elles soient internes (commune) ou externes (relation partenaires privés ou publics).

Architecture, procédures, maquette budgétaires, instruction budgétaire et comptable ont donc été au cœur des travaux et ont particulièrement retenu l'attention des participants.



Les élus municipaux formés au budget.

Le premier bilan permet de conclure que le besoin dans ce domaine est réel et qu'il est nécessaire de proposer chaque année ce type de formations, les élus en sont convaincus. Ces deux sessions ont fait ressortir l'intérêt des élus pour des thèmes de formation qui pourront être traités ultérieurement : le recouvrement, la fiscalité communale, l'analyse financière ou encore les centimes additionnels. Les participants ont tenu à souligner la qualité pédagogique des deux formateurs et leur très bonne connaissance du contexte local et communal, favorisant les échanges sur des questions très pratiques et concrètes et des réponses précises aux questions posées.

■ Comment construire une relation de travail basée sur la complémentarité du binôme élu/cadre ■

La relation entre les élus et les agents communaux est reconnue comme l'une des grandes spécificités du monde communal. Une formation des élus sur cette thématique se justifie quasiment chaque année. Le but recherché est de permettre aux participants de mieux appréhender leur positionnement dans la relation de travail avec leurs cadres.

Cette relation très particulière repose sur le lien fragile entre légitimité électorale de l'élu et compétence professionnelle de l'agent. Le sens de l'action publique et le rôle de l'élu dans le cadre de son mandat ont été le socle de travail de ces deux journées de formation qui ont permis aux participants de revisiter quelques fondamentaux pour identifier les enjeux et les conditions de réussite de la collaboration élu/cadre, et notamment l'importance :

- d'identifier le périmètre d'action, les limites d'autonomie et de responsabilités des élus et des cadres,
- de partager les valeurs du service public,
- de formaliser les moments de travail avec les élus.



Les participants au stage avec leur formatrice, Cathy Gourbault (à gauche).

Le bilan réalisé avec les participants et l'animatrice de la formation a fait ressortir quelques points essentiels dans la relation élus/cadres : les conséquences négatives d'une politisation des relations, l'omniprésence des élus et l'absence de méthodologie de travail.

Les participants se sont donc familiarisés avec les techniques de communication et les

outils d'organisation destinés à les aider au quotidien : par exemple la méthodologie de projet, l'organisation du temps de travail et la délégation. Enfin, ce qui reste fondamental c'est de «donner un cap et des orientations» et pour cela ils doivent pouvoir s'appuyer sur leurs cadres. Ce binôme doit donc régulièrement s'interroger sur la meilleure façon de fonctionner.

■ Les élus face à l'interview ■

S'exprimer à la télévision ou à la radio demande une certaine maîtrise des outils de communication, mais nécessite également de connaître les contraintes journalistiques. Le SPCPF a répondu à la demande des élus en organisant une formation sur le thème de l'interview.

Le but recherché était de permettre aux élus de mieux comprendre le monde des médias, de connaître les techniques qui peuvent les aider à améliorer le discours, comme la posture en situation de direct. Faire évoluer l'image que la population peut avoir de la commune et positiver le message communal notamment en situation de crise est le crédo choisi par ces élus très engagés dans l'action communale.

Une participation plutôt féminine pour cette première action animée par des professionnels de la communication dont les méthodes de travail dynamiques ont été appréciées : moments d'échanges et conseils avec des journalistes, mises en situation filmées puis commentées, techniques et outils pour déjouer les pièges.

Le premier bilan permet de conclure que le besoin dans ce domaine est réel notamment pour les maires qui sont exposés en permanence, dans un contexte où les communes



Passer au journal télévisé et donner la meilleure image possible est un exercice difficile pour chaque élu.



La première session de formation était exclusivement féminine et très dynamique.

sont en difficultés financières alors qu'elles prennent une place de plus en plus importante dans le panorama institutionnel et dans les réformes.

Il semble cependant que même si le besoin est exprimé, l'enthousiasme pour ce type de formation est encore faible, notamment de la part des maires.

Les stagiaires présents ont donc pris l'engagement d'être les ambassadeurs et promoteurs de cette formation.

■ Maîtriser le foncier de sa commune ■

Les communes ont de plus en plus besoin de maîtriser le foncier de leur territoire, que ce soit en raison des contentieux auxquels elles sont soumises ou lorsqu'elles sollicitent un financement pour une opération. Le séminaire mixte élus /cadres «La maîtrise foncière de sa commune», organisé conjointement par le CGF et le SPCPF, a permis aux stagiaires, élus et agents des communes, de mieux appréhender ce sujet très complexe en Polynésie..

Pour cela il est nécessaire de dresser le cadre juridique de la maîtrise foncière, et par la même occasion de comprendre les raisons historiques de la complexité du foncier en Polynésie, et notamment les raisons de l'indivision des terres. En effet, la notion de propriété introduite par les droits de l'homme et du citoyen «La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé, si ce n'est lorsque la nécessité publique, légalement constatée,

l'exige évidemment, et sous la condition d'une juste et préalable indemnité» est très opposée à la conception qu'avaient autrefois les Polynésiens de la propriété.

Les moyens dont disposent les communes pour acquérir une parcelle ont été énumérés : acquisition amiable, expropriation, servitudes, droit de préemption, classement d'une voirie dans le domaine public communal.

Le séminaire a rappelé l'importance d'avoir une réflexion globale en matière de foncier, afin d'harmoniser l'aménagement de la commune sur l'ensemble de son territoire, et de mieux prioriser l'acquisition ou la location des propriétés.

Il a été notamment précisé qu'«une opération ne peut être légalement d'utilité publique que si les atteintes à la propriété privée, les coûts et les inconvénients ne sont pas excessifs eu égard à l'intérêt qu'elle présente». C'est le but de la phase dite «administrative» de l'expropriation avec entre autres la déclaration d'utilité publique et l'étude des impacts positifs et négatifs induits par le projet public.



Enfin, il a été abordé la procédure d'indemnisation des expropriés, pour laquelle, la saisie de la Caisse de dépôt et de consignation est fortement recommandée.

En effet, la consignation de l'indemnité est à faire au plus tôt, dans l'intérêt de la commune. Et, dans ce cas, c'est cet organisme qui a pour rôle de calculer et de verser l'indemnité due a(ux) exproprié(s).

■ Une délégation de maires et d'élus polynésiens au congrès de l'AMF avec le président du SPCPF ■

Une délégation de maires et d'élus municipaux polynésiens a participé le lundi 19 novembre 2012 à la journée de l'Outremer, une rencontre qui précède traditionnellement l'ouverture officielle du congrès de l'AMF.

La journée est longue et studieuse, mais très riche en débat et en partage d'expérience. Elle débute par les interventions des présidents des associations des maires d'outremer, et se poursuit par des ateliers de travail qui permettent aux participants de tables rondes d'aborder des thématiques concernant les élus municipaux dans l'exercice de leur mandat. Un jeu de questions / réponses permet d'associer l'assistance.

Cette année l'AMF avait choisi d'aborder la problématique de l'emploi, au cœur des préoccupations des départements et des collectivités d'outremer, celle de la crise financière qu'elles subissent globalement toutes à des degrés divers, et enfin la thématique du traitement des déchets.

Les interventions d'ouverture ont été centrées sur l'état économique et social des différentes collectivités. Le président du SPCPF a présenté la situation de la Polynésie française, qui est marquée par l'aggravation de la crise, selon les derniers indicateurs fournis par l'ISPF. Il a décrit également la période de profonde mutation que traversent les communes polynésiennes, en mettant l'accent sur les difficultés financières qu'elles subissent de plein fouet et la mise en place de la FPC.

La journée s'est terminée par une allocution du Président de la République, dont la présence exceptionnelle lors de cette journée de



Au centre de la photo, Teritepaiaataua Maihi, président du SPCPF, entouré d'une partie des maires composant la délégation polynésienne qui a participé à la journée de l'Outremer à la mairie de Paris.



Cette année la manifestation a connu un caractère exceptionnel avec la présence en fin de journée de M. François Hollande, Président de la République.

l'Outremer était une première depuis l'instauration de cette manifestation.

Le chef de l'Etat a donné sa vision de l'outremer en insistant sur plusieurs points, dont le dispositif de défiscalisation, mais aussi son opinion sur le désir d'émancipation vis à vis de la métropole de certaines collectivités. Il a fixé les règles du jeu en la matière : le recours systématique à la consultation du corps électoral directement concerné.

A l'issue de cet événement, interrogé par les médias, le président Maihi a dit sa satisfaction d'avoir eu le privilège d'écouter le président de la République s'adresser aux maires et aux élus de l'Outremer.

Il a cependant indiqué une relative déception devant l'absence d'annonce concrète en ce qui concerne les communes polynésiennes lors de l'intervention du chef de l'Etat.

■ Un catalogue d'offre de formations à destination des élus ■



La couverture de l'offre de formations à destination des élus.

Au sommaire de ce document édité par le SPCPF et destiné spécialement aux élus communaux, 18 formations thématiques.

Des sujets aussi variés que la fonction publique communale, le budget de la commune et les questions fiscales, le recouvrement des recettes, le management ou encore la communication.

Avec la mise en œuvre concrète de la fonction publique communale en 2012, la création du centre de gestion et de formation (CGF), entraîne de facto la fin de la compétence «formation des agents» exercée par le SPCPF depuis de longues années.

Cette opportunité permet ainsi au SPCPF de recentrer une partie de ses moyens sur une de ses missions fondamentale : la formation des élus.

Cette compétence, qui a fait l'objet d'un travail conséquent au cours des années passées, prend donc un nouveau sens en 2012, en devenant véritablement le cœur de l'action nouvelle du SPCPF.

Au centre de la réflexion et de l'action communale, il demeure le partenaire incontournable des communes dans leur évolution. Il poursuivra son travail d'accompagnement et d'appui, renforcera son action d'information auprès des communes et apportera l'aide nécessaire pour faciliter cette évolution.

La Compétence Restauration scolaire



DES ÉTUDES PONCTUELLES EN L'ABSENCE DE PERSONNEL

LES ACTIONS

En l'absence de personnel réellement affecté, la compétence restauration scolaire a continué à assurer, à la demande des communes et dans des conditions difficiles, la réalisation d'études ponctuelles.

En 2012, deux communes ont profité des actions de la compétence.

► Manihi

Suite au choix d'un prestataire et à la réalisation en 2011 des parties «Etat des lieux» et «Rapport provisoire», l'étude relative au projet de mise en œuvre d'une restauration scolaire de qualité pour les atolls de Ahe et Manihi a été finalisée.

Elle a fait l'objet d'une validation en conseil municipal et les deux cantines de Ahe et Manihi sont maintenant opérationnelles.

► Nuku Hiva

Après la phase de réflexion sur le cahier des charges et la consultation des entreprises menée en 2011, l'étude sur la restauration scolaire de l'ensemble de l'île a été remise à la commune.

Elle a fait l'objet d'une validation en conseil municipal, avec une demande pour le SPCPF d'accompagnement de la commune dans la mise en place d'une délégation de service public (DSP).

Cette demande s'est traduite par la transmission à la commune du rapport relatif au projet de DSP et des projets de délibération pour confirmer l'opération.

LA RÉFLEXION DES ÉLUS

La compétence souffre de l'absence d'une vision plus globale qui lui permettrait de s'inscrire dans une politique de partenariat, notamment avec le Pays.

La compétence est très difficilement exercée et son devenir avait très clairement été posé dans le cadre de la restructuration du SPCPF imposée par la mise en place de la FPC et de la nécessaire refonte des statuts du syndicat.

Les cantines de Ahe et de Manihi sont désormais opérationnelles. Celle de Nuku Hiva est aujourd'hui en bonne voie de réalisation

Les élus ont cependant estimé que le SPCPF ne pouvait se désintéresser d'une mission étroitement liée à la politique de santé et d'hygiène du Pays. Sur le long terme, la possibilité d'améliorer les services de restauration scolaire, de permettre aux enfants d'avoir un vrai repas équilibré, de participer à la nécessaire évolution des habitudes alimentaires ont été mis en avant.



La Compétence Eau potable

CE QUI A MARQUÉ L'ANNÉE 2012

- Quatre schémas directeurs d'adduction en eau potable ont été réalisés (Tumaraa, Tahaa, Manihi et Rangiroa),
- La mise en place d'un partenariat avec un groupement d'écoles d'ingénieurs pour la recherche d'une filière de traitement des eaux de surface à UA POU,
- La difficulté de réaliser l'étude sur la filière de traitement à Raivavae,
- La fin des travaux en entreprise à Hakahau (Ua Pou),
- Le passage à la phase d'autonomie du projet PAPE, c'est-à-dire la fin de l'accompagnement soutenu par le SPCPF,
- La réalisation du programme de communication du projet PAPE, avec la diffusion de brochures, dépliants, papier pré-imprimé pour la facture d'eau, les «verres éco», ainsi que l'organisation pour la première fois d'une journée mondiale de l'eau à Rimatara et Huahine,
- Le démarrage des recherches de fuite des réseaux de distribution dans les communes,
- La mise en place d'un suivi plus élaboré des nappes phréatiques (salinité et niveau),
- La réalisation de formations pour le compte du CGF.

LE BILAN 2012 PAR MISSION STATUTAIRE

Les projets réalisés en 2012 sont présentés succinctement ci-dessous. Le détail de chaque projet est présenté dans les pages suivantes.

► Etudes

Les études réalisées ont principalement porté sur les thèmes suivants :

- Recherche de filière de traitement adapté (Raivavae, Ua Pou),
- Réalisation de 4 schémas directeurs (Manihi, Rangiroa, Tahaa, Tumaraa),
- Dossier de financement pour travaux divers,
- Suivi du vieillissement des forages d'eau souterraine (Gambier, Rimatara, Taputapuatea, Tubuai, Tumaraa).

► Maîtrises d'œuvre

Les maîtrises d'œuvre réalisées sont les suivantes :

- Fin des travaux à Ua Pou,
- Rénovation d'appareils de télésurveillance (Tumaraa, Tubuai).

► Conseil / Assistance à la gestion

Le projet **PAPE** «**PA**rténariat pour la **P**otabilité de l'**E**au» est un projet important dans le cadre de cette mission de conseil/assistance.

Un premier projet pilote (2006 - 2008) a été réalisé avec les communes de Huahine et Rimatara.

Puis en 2009, a démarré le projet PAPE en soi avec quatre communes (Tahaa, Taputapuatea, Tubuai et Tumaraa) par la réalisation d'un audit des services hydrauliques, qui a abordé les aspects techniques, organisationnels et de gestion.

Les années 2010 à 2012 ont été consacrées à la remise à niveau des installations, à la mise en place des comités de pilotage, aux formations, à l'organisation de journées portes ouvertes à l'occasion de la journée mondiale de l'eau et à l'analyse budgétaire des SPIC.

Campagne de communication en 2012

Conçue en 2011 et finalisée en 2012, une campagne de communication auprès de la population des 6 communes a été mise en œuvre avec la diffusion d'une brochure de 16 pages, de dépliants et l'utilisation d'un papier pré-imprimé, à l'effigie de la mascotte TOPATA, pour l'impression des factures destinées aux usagers.

Le congrès des communes 2012 a également été l'occasion de conforter l'image de TOPATA à l'aide d'un «verre éco». Les participants ont ainsi pu déguster l'eau potable de la mairie de PATIO à TAHAA à l'aide de ce verre écologique.



Le projet en 2012

Vers le milieu d'année, une phase dite d'«autonomie» a démarré pour une durée d'un an. Elle a consisté simplement à modifier l'accompagnement du SPCPF pour laisser les communes s'organiser en toute «autonomie». Auparavant, une mission était réalisée par le SPCPF sur le terrain tous les trois mois, désormais seul un conseil téléphonique est apporté sur demande de chacune des communes.

Cette phase d'autonomie se déroule sans problème majeur, le passage de relais est réussi. Le taux de potabilité continue de s'améliorer dans les six communes du projet. Les équipes ont une meilleure conscience de l'importance d'avoir un service de l'eau efficace et professionnel.

Une commune a revu sa grille tarifaire à la hausse en 2012.

Une commune continue de se démarquer : l'évolution de son SPIC eau potable fait l'objet d'une réflexion et d'une programmation sur plusieurs années, avec une réelle volonté de sortir d'un schéma souvent reproché aux communes polynésiennes : l'assistanat en termes de financement public.

On constate cependant un manque d'implication de certains élus sur l'ensemble des six communes, et dans une moindre mesure de quelques agents.

En dehors du projet PAPE, on peut également citer les projets ou actions suivantes :

- La poursuite de la création d'un outil d'observation de l'évolution des SPIC eau potable de Polynésie française,
- Le démarrage des autocontrôles à Nuku Hiva et la poursuite des autocontrôles dans 8 autres communes, soit près de 20 000 usagers concernés. Ces autocontrôles sont essentiels au fonctionnement des réseaux d'eau, car seuls ceux-ci permettent de déterminer la potabilité de l'eau. La saisie des résultats d'autocontrôles a été poursuivie.

► Contrôle de délégation du Service de l'Eau

En raison d'un plan de charge important, aucune action n'a pu être entreprise dans le cadre de cette mission.

LE PERSONNEL DE LA COMPÉTENCE EAU POTABLE

En 2012, le personnel était constitué de :

- **Marie-Laure LAI KOUN SING**, responsable du département, ingénieur AEP,
- **Vaihere RICHMOND**, adjointe de la responsable, ingénieur AEP,
- **Serge CARABASSE**, technicien AEP,
- **Anaëlle DROLLET**, technicienne AEP,
- **Vaihere LI SHENE**, technicienne AEP,
- **Moon TAAE**, technicien AEP.



MISSIONS DES AGENTS DE LA COMPÉTENCE

Les agents de la compétence ont réalisé **45 déplacements et 97 jours de missions en 2012**.

En 2012, on constate par rapport à 2011 une diminution de la présence de la compétence AEP sur le terrain. Cela est lié principalement à la phase d'autonomie du projet PAPE et à la fin des travaux dans la commune de Ua Pou. L'équipe Eau potable considère que cela a très peu d'incidence : le département reste toujours très au courant de ce qui se passe dans les communes (capitalisation d'une forte présence lors du projet PAPE et des travaux à Ua Pou, avec une très bonne connaissance des agents et des difficultés de chacune des communes).

CONCLUSIONS

Le projet PAPE reste le projet phare de la compétence AEP. Il donne une image positive du SPCPF et du département AEP. Les retombées médiatiques en 2012 ont été excellentes, grâce, il faut le noter, au travail conjoint avec le département communication. Ce projet est également «porteur d'espoir» pour l'ensemble des communes polynésiennes sur leur capacité à distribuer de l'eau potable en régie communale.

Beaucoup d'études ont été réalisées en 2012 (4 schémas directeurs, traitement de l'eau...)

En interne, les compétences des agents augmentent et se diversifient, avec une meilleure mutualisation. La tenue des plannings prévisionnels reste un défi pour l'équipe Eau potable : tous les projets initialement programmés n'ont pas été réalisés, en contrepartie certains projets non prévus initialement ont été réalisés.

La très bonne connaissance des installations hydrauliques des communes permet au SPCPF de répondre plus rapidement et plus précisément aux interrogations des communes.

On constate qu'il est nécessaire que le SPCPF soit un précurseur dans certains domaines (recherche de fuites, suivi des nappes phréatiques, gestion des SPIC) pour que les communes puissent elles aussi avancer dans ces domaines. Une clarification du positionnement du SPCPF par rapport à certaines communes adhérentes continue de s'imposer.

Détail des projets réalisés - ETUDES

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPCPF	Financement de l'opération	Etat
Australes	Raivavae	Filière de traitement	Réalisation de prélèvements et analyses d'échantillons d'eau, dimensionnement de la filière de traitement adapté	En 2012 : suivi des prélèvements, récupération des données enregistrées sur site	Analyses d'eau à la charge du SPCPF : 80% FIP + 20% SPCPF	En cours
Australes	Rurutu	Amélioration de la filière de traitement (affinage)	Réalisation d'analyses d'eau, et étude permettant de définir la filière d'affinage à mettre en place	-	-	Non réalisé - Exploitation des filtres à sable lent à revoir au préalable
Australes	Tubuai	Recherche en eau sur le site de Tamatoa	Réalisation d'une campagne géophysique à Tamatoa	Recherche d'un prestataire (géologue) et maîtrise d'œuvre de l'étude	-	Non réalisé. Le bailleur de fonds a demandé à ce que la commune améliore la gestion des ouvrages existants
Australes	Tubuai	Dossier de financement – rénovation des ponceaux et de l'armoire de commande F9 (non prévu initialement)	Rénovation d'éléments du réseau AEP	Réalisation du dossier de financement	100% SPCPF	Terminé
ISLV	Tahaa	Actualisation du SDAEP	Actualisation du schéma directeur	Réalisation de l'étude	80% FIP + 20% SPCPF	Terminé
ISLV	Tumaraa	Actualisation du SDAEP	Actualisation du schéma directeur	Réalisation de l'étude	80% FIP + 20% SPCPF	Terminé
ISLV	Tumaraa	Dossier de financement - Etude sur les forages non exploités (non prévu initialement)	Inspection caméra, essais de pompage, bilan hydrologique	Réalisation du dossier de financement	100% SPCPF	Terminé
Marquises	Nuku Hiva	Exploitation de la source de Hakaui : Etude préliminaire du tracé	Etude préliminaire du tracé	Extraction et analyse de plans topographiques	-	Non réalisé (projet a priori abandonné par la commune)
Marquises	Ua Pou	Filière de traitement - Lot 2 : Analyses des eaux (prestation externe)	Réalisation d'analyses d'eau	Suivi du calendrier de prélèvements, maîtrise d'œuvre du marché d'analyses de l'eau	80% FIP + 20% SPCPF	Terminé
Marquises	Ua Pou	Filière de traitement - Lot 3 : dimensionnement (prestation externe)	Etude de dimensionnement d'une filière de traitement adapté	Définition du cahier des charges, recherche d'un prestataire, suivi de l'étude, réalisation d'essais in situ	80% FIP + 20% SPCPF	En cours
Marquises	Ua Pou	Dossier de financement - compteurs individuels (non prévu initialement)	Financement pour la pose des compteurs individuels de HAKAHU et HAKATAO	Réalisation du dossier de financement	100% SPCPF	Terminé
Tuamotu - Gambier	Gambier	Etude sur le comportement des forages	Positionnement du biseau salé par sondages électriques	Maîtrise d'œuvre de l'étude sous-traitée	Etude : 80% FIP + 20% SPCPF	Terminé
Tuamotu - Gambier	Manihi	Schéma directeur de distribution en eau potable	Réalisation du schéma directeur de la commune en sous-traitance	Maîtrise d'œuvre de l'étude	Etude : 80% FIP + 20% SPCPF	Terminé
Tuamotu - Gambier	Rangiroa	Schéma directeur de distribution en eau potable	Réalisation du schéma directeur de la commune en sous-traitance	Maîtrise d'œuvre de l'étude	Etude : 80% FIP + 20% SPCPF	Terminé
Tuamotu - Gambier	Makemo	Schéma directeur de distribution en eau potable	Réalisation du schéma directeur de la commune en sous-traitance	Maîtrise d'œuvre de l'étude	-	Non réalisé
Tuamotu - Gambier	Commune à définir	Schéma directeur de distribution en eau potable	Réalisation du schéma directeur de la commune en sous-traitance	Maîtrise d'œuvre de l'étude	-	Non réalisé
Multi Communes	Rimatarā, Tumaraa	Suivi du vieillissement des forages	SPCPF : Essais de nappe (longue durée) - Etude externalisée : inspection caméra, modification des consignes d'exploitation	Réalisation des essais de nappe, maîtrise d'œuvre de l'étude externalisée	80% FIP + 20% SPCPF	Financement obtenu en fin d'année

Détail des projets réalisés - MAÎTRISE D'ŒUVRE

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPCPF	Financement de l'opération	Etat
Australes	Raivavae	Appel d'offres Rénovation du réseau AEP Sud Tranche 2	Pose de canalisations hydrauliques, construction d'un décanteur, d'un filtre à sable lent et d'un réservoir	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux.	Maîtrise d'œuvre : 80% FIP + 20% SPCPF Travaux : contrat de projets + commune	Non réalisé - Financement des travaux non obtenu à ce jour

Détail des projets réalisés (suite) - MAÎTRISE D'ŒUVRE

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPCPF	Financement de l'opération	Etat
Australes	Raivavae	Appel d'offres Rénovation du réseau AEP Sud Tranche 3	Pose de canalisations hydrauliques	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux.	Maîtrise d'œuvre : 80% FIP + 20% SPCPF Travaux : contrat de projets + commune	Non réalisé - Financement non obtenu
Australes	Tubuai	Remise à niveau de la télésurveillance	Remplacement des anciens Perax et des accessoires de télésurveillance	2012 : Réception des travaux	80% FIP + 20% SPCPF	En cours
Australes	Tubuai	Appel d'offres - Equipement du forage de Haraimea	Equipement du forage : pose d'une pompe, armoire de commande, chloration, télésurveillance	Rédiger l'appel d'offres, suivre les travaux.	-	Abandonné par la commune
Marquises	Ua Pou	Suivi travaux de rénovation du réseau de Hakahau	Pose de canalisations hydrauliques, construction réservoirs intermédiaires	2012 : Réception des derniers travaux. Suivi des travaux en régie	80% FIP + 20% SPCPF	Terminé
Marquises	Ua Pou	Suivi travaux de rénovation du réseau de Hakatao	Pose de canalisations hydrauliques	2012 : Suivi des travaux en régie	-	Terminé
ISLV	Tumaraa	Appel d'offre - Rénovation de la télésurveillance (non prévu initialement)	Rénovation des appareils de télésurveillance	2012 : Rédaction de l'appel d'offres	80% FIP + 20% SPCPF	Terminé

CONSEIL / ASSISTANCE À LA GESTION DES RÉSEAUX D'EAU - PROJETS GLOBAUX

Archipel	Commune	Opération	Détails/description de l'opération	Rôle du SPCPF	Financement de l'opération	Etat
Australes	Rimatarā	PAPE Phase 2	Formations relatives à l'entretien des armoires de commande, anti-béliers et vannes de sectionnement	Audit des armoires de commande et formations techniques	100% fonds propres SPCPF	Terminé
Multi Communes	Tahaa, Taputapuātea, Tubuai, Tumaraa	PAPE	Projet de formation action dans les domaines technique, financier et de management. 2012 : dernières formations et phase d'autonomie	2012 : assurer les formations.	100% fonds propres SPCPF	Terminé
Multi Communes	Huahine, Rimatarā, Tubuai, Taputapuātea	PAPE Rapports annuels	Rédaction des rapports annuels	Rédiger les rapports	100% fonds propres SPCPF	Fait pour certaines communes
Multi Communes	Huahine, Tahaa, Taputapuātea, Tubuai, Tumaraa, Rimatarā	PAPE Analyse budgétaire et Programme de communication	En 2012, journée portes ouvertes pour la journée mondiale de l'eau, campagne de communication auprès de la population, analyses budgétaires	2012 : Accompagner les communes dans la réalisation des journées portes ouvertes, réaliser la campagne de communication avec les communes, réaliser les analyses budgétaires	100% fonds propres SPCPF	Terminé (sauf analyses budgétaires)
Multi Communes	Tahaa, Taputapuātea, Tubuai, Tumaraa	PAPE Recherche de fuites (non prévu initialement)	Step-testing (quantification des fuites entre vannes de sectionnement)	Réaliser un step-testing sur site et former la commune	100% fonds propres SPCPF	Terminé (Tahaa à faire selon planning communal)
Multi Communes	Tumaraa	Suivi des forages	Essais par paliers	Réalisation des essais par paliers	100% fonds propres SPCPF	Terminé
Multi Communes	-	Film sur l'eau	Film d'animation sur la problématique de l'eau potable en PF	Piloté par le département communication, consultation des prestataires, suivi de la réalisation du film	100% fonds propres SPCPF	Prestataire choisi
Multi Communes	Toutes les communes adhérentes	Base de données des résultats d'autocontrôles	Renseignement de la base de données des résultats d'autocontrôles	Saisie des résultats d'analyses	100% fonds propres SPCPF	Réalisé
Archipel	Commune	Opération	Rôle du SPCPF		Etat	
Tuamotu - Gambier	16 communes des Tuamotu	Clarification de la situation juridique du service Eau potable	Impulser le travail, animer des réunions de concertation avec l'ensemble des partenaires institutionnels.		Stand by	
Multi archipel	Multi communes	Programme Eau potable 2013 - 2016	Etablir des scénarios possibles d'exécution des différents projets des différentes communes, estimer les moyens nécessaires, choisir un calendrier.		Stand by	
Multi archipel	Multi communes	Outil d'observation de l'évolution des SPIC en Polynésie française	Etablir un outil permettant d'observer l'évolution de la gestion des SPIC eau potable en Polynésie française. En 2012 : début de conception de l'outil.		En cours	

Le projet PAPE

► Nette évolution des taux de potabilité de l'eau dans les communes PAPE

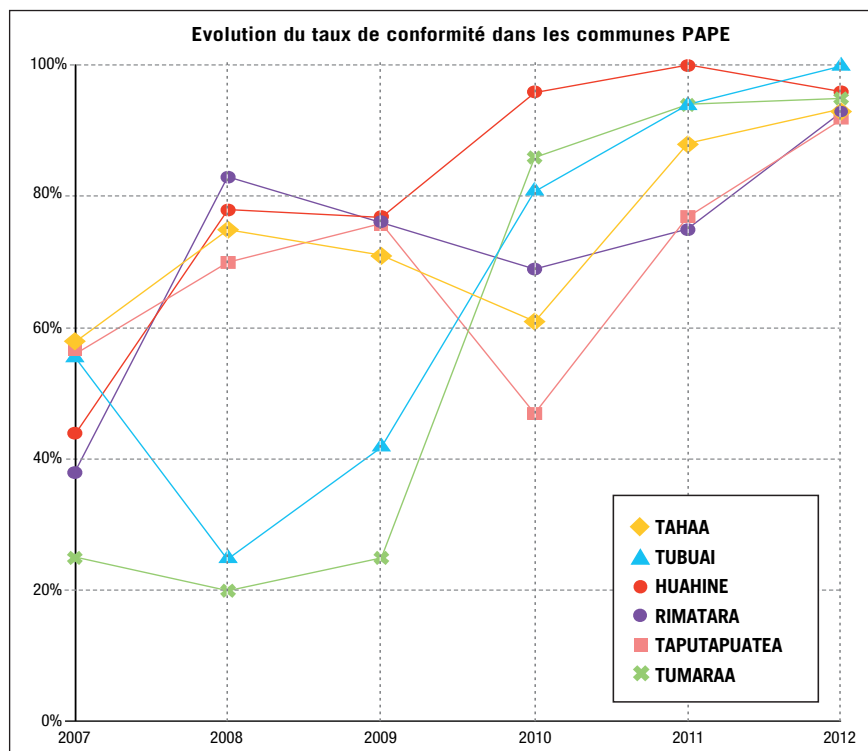
Le taux de conformité de l'eau continue de progresser dans l'ensemble des communes du projet PAPE, avec en 2012 :

- 92% pour la commune de Tahaa,
- 92% pour la commune de Taputapuatea,
- 93% pour la commune de Rimatara,
- 95% pour la commune de Tumaraa,
- 98% pour la commune de Huahine,
- Et 100% pour la commune de Tubuai !

► La phase de communication

La campagne de communication du projet PAPE constitue un volet important, voire essentiel du projet. Elle poursuit un objectif très clairement défini : impliquer la population. En effet, les efforts en matière d'organisation des services hydrauliques, d'amélioration du réseau et des taux de potabilité entrepris par les différentes communes n'ont eu pour seul but que d'améliorer le service de l'eau à destination de la population.

Au moment où tous ces efforts portent leurs fruits et sont reconnus par le Centre d'Hygiène et de Salubrité Publique, il est donc logique désormais d'impliquer les foyers dans le processus. Il s'agit d'expliquer à la population les différents aspects liés à la production d'eau potable, et notamment pourquoi ce service a un coût et pourquoi il est important de régler sa facture d'eau à la commune. Le logo «PAPE OIRE, E vai mā» et la mascotte Topata ont ainsi été déclinés sur différents supports de communication : une brochure, un T-shirt, une casquette, un pichet, un verre et aussi une nouvelle facture.



Impliquer la population demande des efforts en terme de communication. Une brochure bilingue a été distribuée ►► dans les communes concernées ◀◀ et un modèle de facture clair et précis a été élaboré

Commune de :
NOM COMMUNE
MAIRIE DE NOMCOMMUNE
20000 NOMCOMMUNE


FACTURE D'EAU

FACTURE N° 7

2011.03-01.001-1

ART. 1 DU ROL 2011-03 N° ABONNÉ 1001
ANNEE 2011 DEBUT 01/01/2011
NUMERO DE COMPT. 1 RELEVÉ DATE 25/03/2011
DEBUT REMBoursement 1 ANCIEN 25/01/2011
Commentaires 98000
Facture consommation 99

M. Teiti Tetuani
98000 NOMCOMMUNE

DESIGNATION	QUANTITE	TARIF	MONTANT	T.V.A	T.T.C
EAU					
Prime d'abonnement	1	500	500	0	500
M3 TR. : 0 - 20	20	20	400	0	400
M3 TR. : 21 - 30	10	60	600	0	600
M3 TR. : 31 - 60	0	95	0	0	0
M3 TR. : > 61	0	165	0	0	0
Evolution de votre consommation		Jan 11	Feb 11		

TOTAL À PAYER
8001 TKA

1.500 € TTC
9801 TKA

MODES DE PAIEMENT

- À la caisse de la Mairie contre la présente facture
- Par chèque ou virement bancaire
- (chèque en règlement en contre)

Merci pour l'abonnement de votre règlement en vous priant
d'accepter l'engagement de nos services diversifiés.

Commune de : **NOMCOMMUNE**
Mairie Eau
Fact. Teiti Tetuani 2011.03-01.001-1
Art. 1 du ROL 2011-03
N° Abonné : 1001 N° compteur : 1
M. Teiti Tetuani
Rue de la Mairie 11111
Periode : 01/01/2011

■ La mission «Etudes» ■

► Comment distribuer de l'eau potable dans les atolls des Tuamotu ?

L'échéance 2016 fixée par le CGCT pour la mise en place d'un service public d'eau potable concerne l'ensemble des communes de Polynésie française, même celles des Tuamotu où c'est bien plus difficile par manque de ressource.



Le SPCPF est intervenu pour les communes de Rangiroa et Manihi pour assurer la maîtrise d'œuvre des schémas directeurs qui ont été réalisés par des entreprises privées. Dans ces communes, la population produit elle-même de l'eau par recueil et stockage de l'eau de pluie.

La solution de production d'eau potable s'est alors naturellement tournée vers la récupération de l'eau de pluie à l'aide des toitures des bâtiments de la commune, le stockage puis le traitement de potabilisation étant assurés avant distribution aux usagers, avec un objectif de 5 litres d'eau

potable par jour et par personne. La distribution sera assurée par borne-fontaine à prépaiement (chaque usager viendra lui-même s'approvisionner en eau à la fontaine).

Cette étude recommande également à la commune la mise en place d'un accompagnement de la population à l'entretien des citernes individuelles afin d'améliorer la qualité de l'eau stockée.

Chaque habitant pourra ainsi, bénéficier d'un total de 20 litres d'eau par jour. Ce volume est très éloigné de la moyenne de consommation nationale de l'ordre de 150 litres/jour/personne.

Cependant, cette quantité d'eau, utilisée avec parcimonie, comme savent très bien le faire les habitants des Tuamotu, permet d'assurer un minimum d'hygiène à un coût qui reste viable économiquement.

Le coût d'investissement sera de près de 38 millions de FCFP TTC pour la commune de Manihi et 100 millions pour la commune de Rangiroa.



► Le suivi du vieillissement des forages



Sur chacune des communes des îles hautes qui disposent d'ouvrages de captages en eau souterraines et qui sont adhérentes à la compétence Eau potable du SPCPF, au moins un forage rencontre des difficultés.

Ces difficultés peuvent être une baisse de productivité, une augmentation de la salinité de l'eau (malgré un débit d'exploitation souvent inférieur à celui préconisé par le géologue lors de la réalisation du forage), plus rarement le problème est la présence de terre dans le forage. Le SPCPF réalise depuis quelques années déjà plusieurs actions permettant de mieux connaître les forages et leur comportement (essais de pompage par paliers dans plusieurs communes, étude hydrogéologique à Rikitea...).

Les prochaines étapes sont la réalisation d'essais de pompage longue durée, l'inspection caméra des ouvrages. L'analyse de ces données par un géologue devrait conduire à la préconisation de consignes d'exploitation, la mise en place de protocole de suivi afin d'assurer une meilleure surveillance des forages, et d'éventuels travaux de réhabilitation.

■ Une expertise au service des communes ■



Visite en laboratoire pour permettre aux agents des services hydrauliques de connaître le parcours des prélèvements d'échantillon à partir du point de prélèvement jusqu'aux résultats obtenus.

Le département AEP partage son expertise avec les communes adhérentes lors de sessions d'assistance de groupe et aussi avec les communes non adhérentes en animant des formations proposées au catalogue de CGF.

La session s'assistance de groupe «Maintenance de la qualité de l'eau» a été l'occasion pour le personnel

du service hydrauliques des communes participantes au projet PAPE de visiter un laboratoire d'analyse.

Cette visite leur a permis de se rendre compte de manière très concrète du devenir des échantillons d'eau qu'ils prélèvent dans le cadre des auto-contrôles. Le maintien de la qualité de l'eau en garantissant sa potabilité

nécessite un véritable travail de fond.

En effet, parvenir à distribuer de l'eau potable à un moment particulier est déjà un bon résultat. Pourtant, maintenir cette qualité optimale sur de longues périodes et sur l'ensemble du réseau de

la commune ne s'improvise pas. Cela demande le respect de procédures très strictes, ainsi qu'une parfaite connaissance des méthodes d'évaluation de la potabilité de l'eau de la part des laboratoires chargés de cette mission.



Au centre, Anaëlle Drollet, technicienne AEP du SPCPF, animatrice de la formation «Compteurs, recueil de données et prélèvement d'échantillons d'eau» pour le compte du CGF. Les agents hydrauliques des communes de Punaauia, Pirae, Huahine, Rurutu et Reao y ont participé.

■ La mission «Maîtrise d'œuvre» ■

► Améliorer l'approvisionnement en eau potable dans la commune de Tumaraa

Afin de pouvoir bénéficier de subventions pour l'exploitation d'un nouveau forage la commune de Tumaraa a confié au SPCPF l'actualisation de son schéma directeur. Le maire et son service hydraulique ont souhaité que ce document prenne aussi en compte l'augmentation de la capacité de stockage du réseau de Tevaitoa.

Ces travaux permettront de soulager le forage de Fetuna qui présente des signes de faiblesse notamment avec l'augmentation de la salinité de l'eau.

La priorité est à l'exploitation d'un nouveau forage, celui de Vaihuaru, dans le but de sécuriser l'alimentation en eau et de préserver la ressource de Fetuna.



Tuia Niva, directeur de la Régie de l'Eau, effectuant un diagnostic de la télésurveillance.

Un diagnostic de l'état des appareils de télésurveillance des sites de Tevaitoa et Fetuna a été opéré. Le but est de réhabiliter et de

moderniser ces équipements pour un meilleur suivi des installations de pompage, de stockage et de distribution.

La Compétence Informatique

PRÉSENTATION DE LA COMPÉTENCE

RÔLE ET MISSIONS

Porté par une évolution constante des technologies, l'informatique est devenue aujourd'hui un outil moderne, incontournable et à forte valeur ajoutée dans le monde professionnel. Cette situation s'applique également et plus particulièrement aux collectivités polynésiennes.

C'est dans cette perspective que la Compétence Informatique (ou encore «CI») du SPCPF assure son rôle d'accompagnement des communes afin de les aider à optimiser la gestion et l'utilisation de cet outil dans les conditions les plus favorables.

Pour assurer son activité, la CI dispose de 2 missions principales et complémentaires :

- **Mission LOGICIELS** : elle a pour objectif de distribuer et installer des logiciels de gestion communale. Elle assure l'assistance et l'utilisation de ces logiciels en proposant des actions d'assistance de groupe et un service de soutien aux utilisateurs au quotidien.
- **Mission ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE** : elle a pour objectif de mener les études, d'assurer la maîtrise d'œuvre et le contrôle des travaux en matière de systèmes informatiques, du simple ordinateur isolé au réseau complet d'une commune. Elle assure également un service d'assistance régulier auprès des utilisateurs afin d'exploiter les logiciels de gestion communale dans les meilleures conditions techniques possibles.

Pour assurer ses missions, la Compétence Informatique travaille en partenariat avec :

- Les services de l'Etat et du Pays (Trésor, H.C...),
- Les éditeurs de logiciels (CIVITAS et AGEDI),
- Les fournisseurs de matériels informatiques.

UNE ÉQUIPE RENOUVELÉE ET AU COMPLET

De manière globale, le bilan 2012 montre que la Compétence Informatique a obtenu des résultats, avec une équipe renouvelée ayant un bon potentiel permettant d'assurer la transition avec l'ancienne équipe, malgré une image encore mitigée dans les communes.

Pour la Compétence Informatique, ce constat s'appuie sur l'observation des faits marquants en 2012 :

- Le recrutement de 2 nouveaux agents pour une équipe maintenant au complet : l'avenir est envisageable.

- Une migration technique interne du SPCPF vers une nouvelle architecture informatique «virtualisée», représentant un fort potentiel pour la mise en place de nouveaux services.
- Un paramétrage opérationnel des logiciels pour la mise en œuvre de la Fonction Publique Communale.
- La poursuite du déploiement des logiciels de facturation et d'état civil/population au sein des communes avec des résultats attendus et bien présents.
- Une assistance au quotidien opérationnelle et appréciée par les collectivités, mais un manque d'évaluation par commune qui reste à combler.
- Un service rendu de qualité, mais dans la réactivité.

LE BILAN 2012 PAR PROJETS COMMUNAUX

L'ASSISTANCE HOTLINE

Ce service de proximité est apprécié par les communes : les délais sont respectés avec un bon taux de résolution des incidents.

Toutefois, un point de vigilance est mis sur l'instabilité récurrente des logiciels AGEDI qui conduisent à une montée de la charge de travail de ce service consommant de manière négative du temps et de l'énergie. Cet état de fait, associé à l'absence d'un agent sur les trois derniers mois de l'année 2012, impose d'assurer le service d'assistance et freine l'avancée d'autres projets.

La répartition des demandes par archipel

	Nombre de collectivités	Nombre de demandes
• ILES DU VENT	12	244
• ILES SOUS LE VENT	6	220
• MARQUISES	7	78
• AUSTRALES	8	117
• TUAMOTU-GAMBIER	17	69
• MULTI COLLECTIVITÉS		47
TOTAL	48	775

Hotline



Demandes concernant les logiciels

TOTAL	718
Bureautique	2
Facturation au compteur	2
Comptabilité GF CIVITAS	135
Comptabilité M14 AGEDI	161
Paie GRH CIVITAS	87
Paie AGEDI	103
Elections	103
Etat civil	15
Intranet	1
LOG Formation	0
LOG Information	17
LOG Maintenance	12
Facturation AGEDI	64
Role	7

Demandes concernant l'environnement informatique

TOTAL	59
Antivirus	1
Environnement logiciels métiers	12
Imprimantes	8
Internet	5
Mail	2
PC	7
Réseau	4
Sauvegardes	2
Serveur	3
SPCinfo	1
Maintenance logiciels CIVITAS	1
Maintenance du matériel	8
Etudes	3
Maîtrise d'œuvre	1

LA MISSION «LOGICIELS»

► Fonction Publique Communale

La mise en œuvre du statut de la Fonction Publique Communale a requis la mise en place d'un paramétrage adéquat des applications métiers distribuées par le SPCPF.

1. Logiciels CIVITAS GF GRH de l'éditeur CEGID Public :
Le paramétrage FPC est opérationnel malgré des difficultés de support et d'assistance avec le partenaire.

2. Logiciels WIN-M14 et WIN-PAY de l'éditeur AGEDI :
Le paramétrage FPC réalisé en collaboration avec l'éditeur est opérationnel.

Au niveau des logiciels distribués par le SPCPF, le paramétrage de la FPC est fonctionnel, mais il reste tout de même une difficulté lorsque les incidents sont de 2^{ème} niveau et nécessitent l'intervention de CEGID Public et AGEDI, rallongeant les délais de réponse.

Une équipe au complet

L'équipe informatique du SPCPF s'est renforcée courant 2012 avec l'arrivée de **Noébert TUPEA**, chef de projet, et **Larry LANGY** technicien systèmes et réseaux.

Ces recrutements permettent désormais au service d'inscrire les missions de la compétence dans une dynamique de conduite de projet.



Noébert Tupea (à gauche) et Larry Langy entourant Tania Ayo. Au second plan, Jérôme Perou (à droite) et Tamatoa Guerry

Titulaire d'un diplôme en ingénierie des systèmes informatiques acquis après cinq ans d'études à Paris, **Noébert Tupea** a débuté sa carrière professionnelle dans le secteur bancaire.

Sa mission au SPCPF consistera à développer des relations contractuelles avec les communes afin de les accompagner dans une démarche projet, de garantir le respect des engagements et de la qualité du service rendu, et enfin de gérer et organiser l'équipe de la compétence. Son principal défi sera de tenter de résoudre la fracture numérique en adaptant les projets en fonction des contraintes techniques, afin que les communes les plus éloignées disposent d'outils appropriés.

Après une carrière dans l'armée puis dans le secteur privé, **Larry Langy** intègre le service environnement informatique du SPCPF. Son arrivée très attendue va permettre au service de traiter plus rapidement les demandes des communes adhérentes. Outre l'administration du réseau du SPCPF sa mission principale sera de répondre aux besoins des communes en matière d'environnement informatique :

- Assurer la maîtrise d'œuvre des projets informatiques communaux,
- Assister les utilisateurs communaux sur l'environnement informatique,
- Participer au suivi des sauvegardes communales et de la sécurité informatique,
- Assurer la veille technologique.

LA NOUVELLE ÉQUIPE DE LA COMPÉTENCE INFORMATIQUE

L'équipe se compose désormais de 5 agents :

- **Noébert TUPEA**, chef de projet informatique,
- **Larry LANGY**, technicien systèmes et réseaux (mission Environnement Informatique),
- **Jérôme PEROU**, technicien systèmes/réseaux (mission Environnement Informatique),
- **Tania AYO**, assistante hotline (mission Logiciels),
- **Tamatoa GUERRY**, assistant hotline (mission Logiciels).

■ Bien anticiper les élections en se perfectionnant au logiciel Win-Ele ■

La compétence informatique du SPCPF reste attentive aux besoins des agents communaux, dont tous ceux qui œuvrent au service des élections, à l'approche des échéances démocratiques.

Une action d'assistance à l'utilisation du logiciel de gestion des élections «Win-Ele» de l'éditeur A.G.E.D.I. s'est déroulée en début d'année en faveur d'agents en provenance de plusieurs archipels et de différentes communes.



Les participants au stage Win-Ele très satisfaits à l'issue de la rencontre. On reconnaît Hérald TEHIO de Nukutavake au premier plan puis, de gauche à droite : Floris REHUA (Arutua), Leila ROIHAU (Uturoa), Delphine MAHEAHEA (Takaroa), Tania AYO (SPCPF) debout, Roiti TEMATAHOTOA (Rimatara), Aere BONET et Vaianu REY (Pirae).

C'était notamment en raison des scrutins de 2012 relatifs aux élections présidentielles et législatives que la compétence informatique du SPCPF avait convié les agents du service concerné à cette assistance. Animé par Tania Ayo, assistante hotline, ce regroupement multi-communal s'est déroulé du 22 au 23 février dans les locaux du SPCPF.

Les sept agents en provenance des archipels des Tuamotu-Gambier, des Australes, des Iles-Sous-Le-Vent et des Iles-Du-Vent ont découvert ou se sont perfectionnés dans l'utilisation de ce logiciel de gestion de la liste électorale. Installé dans 38 communes polynésiennes, le logiciel **Win-Ele** permet d'effectuer les opérations de révision des listes électorales ainsi que de fournir tous les documents nécessaires à la préparation des élections.

L'objectif était qu'ils s'approprient les fonctionnalités du logiciel et qu'ils repèrent les tâches informatiques liées à la révision de la liste électorale et aux scrutins.

Une grande partie de la deuxième journée a été ainsi consacrée aux principales étapes et obligations pour les prochaines élections, selon l'échéancier communiqué par la DRCL. Ce regroupement a également permis aux participants de partager leur expérience dans ce service, en démontrant que les conditions de travail varient d'un archipel à un autre, mais que tous répondent à la même réglementation.

Ainsi celles des Tuamotu-Gambier sont particulières en raison surtout de leur répartition géographique (l'exemple du bureau de vote de la commune principale qui est un *motu* et celui de sa commune associée qui est un autre *motu*).

► Déploiement des logiciels facturation / état civil

La Compétence Informatique a poursuivi en 2012 le déploiement des logiciels AGEDI en matière de gestion de facturation (WIN-FAC) et d'état civil/population (WIN-POP et WIN-ELE) :

- **WIN-ELE** : 100% des assistances de groupes prévus ont été réalisées.
- **WIN-POP** : Les quatre communes pilotes sont opérationnelles. Dix communes passeront à l'informatisation de l'état civil au 1^{er} Janvier 2012.
- **WIN-FAC** : Le calendrier a été tenu, mais il existe une difficulté de passage à l'acte et un logiciel «électricité» qui reste à mettre au point.

LA MISSION «ENVIRONNEMENT INFORMATIQUE»

► Etude et Maîtrise d'œuvre

Pour ses missions d'étude et de maîtrise d'œuvre, la Compétence Informatique a réalisé les dossiers suivants :

- **Commune de Tumaraa** : le renouvellement du parc informatique est en cours. La consultation et son analyse ont été faites. La réalisation du projet sera menée en début d'année 2013.
- **Commune de Rurutu** : les actions nécessaires ont été réalisées mais suite aux inondations subies par la commune cette même année, une réfection du réseau est à prévoir.
- **Commune de Teva I Uta** : l'étude n'a pas pu être mise en œuvre, compte tenu du manque de ressource et de la charge de travail en interne. Elle est reportée au début de l'année 2013.
- **Commune de Paea** : le projet a été réalisé en septembre 2012.
- **Commune de Hiva Oa** : le remplacement du serveur de communication de la commune a été réalisé.
- **Commune de Raivavae** : compte tenu de la charge de travail, le remplacement du serveur de communication n'a été réalisé qu'à 50%.

Sauvegarde des données dans les communes

En raison de la charge de travail de l'équipe, ce projet inscrit pour 2012 n'a pas pu être mis en œuvre.

■ Le déploiement des logiciels de facturation ■

Dans le cadre de sa compétence informatique, le SPCPF distribue et installe dans les communes adhérentes à la compétence des logiciels destinés à améliorer la gestion communale. Parmi ces logiciels, le SPCPF avait développé, il y a maintenant de nombreuses années, un logiciel permettant la facturation des différents services de la commune tels que la distribution de l'eau, la collecte des déchets, la restauration scolaire...

Les technologies informatiques s'étant fortement développées depuis plus d'une dizaine d'années, il devient de plus en plus difficile de faire évoluer un logiciel qui arrive à bout de souffle. Fort des relations qu'il entretient depuis plus de cinq ans et de sa récente adhésion au syndicat intercommunal A.GE.D.I « Agence de Gestion et de Développement Informatique », le SPCPF a souhaité proposer aux communes adhérentes un nouvel outil de facturation.

Ce logiciel, mieux adapté aux systèmes informatiques actuels, permet entre autre, une meilleure réactivité des gestionnaires de logiciel lors d'une évolution tarifaire des services rendus à la population. Il modernise également la forme de la facture qui n'aura plus à être imprimée sur un papier particulier. Enfin, le logiciel intègre l'ensemble des mentions obligatoires devant figurer sur une facture afin d'informer l'utilisateur sur ses droits et devoirs. Comme tous les logiciels installés en Polynésie, celui-ci est mis en œuvre dans un premier temps dans six communes pilotes (Hitiaa o te ra, Tahaa, Taiaapu ouest, Tubuai, Tumaraa, et Uturoa) afin de vérifier l'adéquation du logiciel



Les agents communaux ont été formés à l'utilisation du nouveau logiciel de facturation.

aux besoins des communes et de procéder si nécessaire aux ajustements liés à la spécificité de notre fenua.

Un déploiement pour l'ensemble des communes

Après la phase de test le déploiement des logiciels **Win-Fac**, **Win-Eau** et **Win-kW** a débuté courant 2012. Chacun de ces outils gèrent la facturation des différents services communaux exploités en régie. **Win-Fac** est destiné à la gestion de la cantine scolaire, des ordures ménagères, des déchets verts, de l'eau au forfait et autres facturations généralisées aux administrés. Plus spécifiques, les logiciels **Win-Eau** et **Win-kW** sont affectés respectivement à la gestion de l'eau au compteur et à la gestion de l'électricité.

Ces nouveaux logiciels, mieux adaptés aux systèmes informatiques actuels, permettent

entre autre, une meilleure réactivité des gestionnaires de la facturation lors d'une évolution tarifaire des services rendus à la population. Ils modernisent également la forme de la facture qui n'aura plus à être imprimée sur un papier particulier. L'ensemble des mentions obligatoires devant figurer sur une facture afin d'informer l'utilisateur sur ses droits et devoirs y sont intégrées.

Le programme d'installation et d'assistance de groupe a débuté au cours du mois d'août par le déploiement des logiciels dans les îles sous le vent avec les communes de Maupiti, Taputapuata et Bora bora, aux Australes avec les communes de Rurutu et Rimatara et aux îles du vent avec les communes de Paea et Teva I Uta.

Au final l'ensemble des communes adhérentes à la compétence seront dotées des logiciels d'ici la fin de l'année 2013.

■ La répartition des logiciels par archipel et type d'usage (2013) ■

Nombre de collectivités exploitant le logiciel	Comptabilité	G.R.H	Elections	Population et Etat-Civil	M14	Paye	Rôle	Facturation au compteur (Eau)	Facturation au compteur (Electricité)	Win-FAC	TOTAL
	CEGID	CEGID	A.GE.D.I	A.GE.D.I	A.GE.D.I	A.GE.D.I	SPCPF	SPCPF	SPCPF	A.GE.D.I	
• AUSTRALES			5	3	6	6	4	3	1	3	26
• ILES DU VENT	5	5	5	4	3	3	2			4	25
• ILES SOUS LE VENT	5	5	6	3	1	1	5	3	1	6	28
• MARQUISES			6	2	7	7	2	2		-	25
• TUAMOTU-GAMBIER			15	1	18	18		1	1	-	54
TOTAL	10	10	37	13	35	35	13	9	3	13	158

LA RELATION AUX COMMUNES ADHÉRENTES

Si l'informatique est devenue incontournable dans le fonctionnement interne des communes, on constate néanmoins une difficulté pour elles à le traduire en moyens humains.

En effet, cet outil n'est pas totalement perçu comme un moyen de travail à forte valeur ajoutée pour la productivité des collectivités.

**Le SPCPF renforce
son rôle d'accompagnateur
des communes afin de mettre
en place un outil informatique
fiable et performant**

Cette situation entraîne souvent une perception floue du service qui peut être rendu par la Compétence Informatique, qui devient assez défavorable lorsque les délais ne sont pas tenus.

Malgré cela, il est tout de même important de noter que les communes s'appuient régulièrement sur l'expertise de la Compétence Informatique du SPCPF.

La Compétence Informatique doit prendre en compte cette situation en améliorant sa communication aux communes (via des assistances de groupe, groupes de travail...), en accentuant sa présence sur les sites et en initiant une vraie démarche «projet» avec elles.



Manfred Mahaa, secrétaire général de Rimatara, découvrant les nouveaux logiciels de facturation

La FPC et son paramétrage sur le logiciel GRH

Mettre en œuvre la FPC sur les logiciels distribués par le SPCPF est un projet de la compétence informatique qui a démarré en 2010. Ce département a le souci d'accompagner les collectivités pour le passage à la FPC, ce nouveau statut ayant une incidence sur les logiciels de paye.



Les agents communaux des Iles Sous Le Vent et des Iles Du Vent formés par Tamatoa GUERRY au paramétrage du logiciel GRH de CEGID pour la mise en œuvre de la Fonction Publique Communale

Pour les utilisateurs du logiciel GRH de CEGID, le point de départ de ce projet a été l'élaboration d'une procédure de paramétrage des nouveaux éléments liés à la FPC fin 2010. Préparée en fonction des informations disponibles à cette période, elle a été testée sur deux collectivités : Tahaa lors d'une mission sur site les 7 et 8 septembre et le SPCPF lui-même. Elle a été appliquée et modifiée suivant l'évolution des informations durant l'année 2011 aux huit autres sites travaillant sur ce logiciel.

Ces actions ont été réalisées lors de missions sur site ou par téléassistance (intervention depuis le SPCPF sur un ordinateur distant via Internet).

Une autre phase de ce projet est d'assister les responsables des ressources humaines à l'appropriation de ce nouveau paramétrage. Ces réunions ont permis aux quatorze agents présents d'appréhender le nouveau paramétrage. Ils ont pris connaissance du travail effectué par le SPCPF dans leur commune, visualisé le résultat de ce travail qui est le bulletin de salaire du futur fonctionnaire titulaire, et pratiqué le logiciel par des exercices de mise en situation.

Les rencontres ont également permis d'aborder le régime indemnitaire, qui nécessite l'explication de la création et du paramétrage des rubriques des primes et indemnités avec la particularité, pour les communes éloignées de Tahiti de mettre en place une prime d'isolement. Ces agents responsables des ressources humaines sont désormais également «responsables» du paramétrage FPC dans leur commune.

La Communication

DONNER TOUT SON SENS AU MOT «PROMOTION»

Avec la création du CGF et la fin des actions de formation en direction des agents des communes, 2012 constituait une opportunité devant permettre un repositionnement du SPCPF en matière de communication externe pour donner tout son sens au mot «promotion» contenu dans le nom de la structure. Dans la perspective des éléments mis en avant lors du comité de pilotage des élus, les objectifs soumis à l'approbation du bureau syndical avaient été définis selon deux dimensions : stratégique et opérationnelle.

Une meilleure organisation du département devenait également un enjeu compte tenu du nombre des actions mises en œuvre pour soutenir les départements dans le volet «communication» de leurs opérations, et du nombre de supports édités désormais par le SPCPF.

En matière de communication interne, l'accent a été mis notamment sur les changements dans l'organisation et le fonctionnement du SPCPF avec la mise en œuvre de la FPC, ainsi que sur la cohésion des équipes dans le contexte du projet 2012 et de l'évolution du SPCPF.



UN NOUVEL ESSOR POUR LA COMMUNICATION EXTERNE

UNE RECHERCHE D'ÉQUILIBRE ENTRE LES DIFFÉRENTS DÉPARTEMENTS

Si l'année 2011 s'était concentrée essentiellement sur l'AEP et le projet PAPE, la formation des agents et le congrès des communes du point de vue de la communication, 2012 a permis la recherche de l'équilibre entre les différents départements du SPCPF, mais de le trouver seulement en partie.

Cela s'est traduit notamment par un effort de communication porté vers les opérations de formation en direction des élus (un catalogue revu dans sa forme, la réalisation d'un dépliant diffusé à l'ensemble des élus municipaux pour les inciter à s'inscrire aux formations) et par la valorisation des actions menées par la compétence informatique.

En ce qui concerne l'AEP, le projet PAPE a continué sur sa lancée et a vu sa concrétisation en terme de communication par le lancement au premier trimestre 2012 de la campagne en direction du grand public et notamment la diffusion de la brochure aux populations concernées.

LES PROJETS SPÉCIFIQUES

Ces projets étaient au nombre de deux : **l'agenda du SPCPF pour 2013 et le film sur l'eau.**

► L'agenda 2013 du SPCPF

Sur le modèle de ce qui existe ailleurs, comme l'agenda de l'AMF, ce support élaboré localement mais fabriqué en Chine contient des informations sur le SPCPF, ses compétences et les communes adhérentes. Sa diffusion a été opérée début décembre 2012. Dans la perspective du renouvellement des conseils municipaux en 2014 et des choix que les nouveaux élus devront faire pour la continuité des actions du SPCPF, ce support permettra d'accroître la notoriété de la structure et des objectifs qu'il poursuit ainsi que des moyens et des actions qu'il met en œuvre pour les atteindre.

Son financement a été rendu possible par un coût réduit grâce à l'apport d'annonceurs qui ont acheté de l'espace sous la forme de pages de publicité insérées dans le contenu rédactionnel de l'agenda.

► Le film sur l'eau

Dans les cartons depuis de longs mois, ce projet a considérablement mûri en 2011 avec l'aboutissement de la

campagne de communication PAPE. Ce nouveau support doit permettre d'introduire la problématique générale de l'eau potable en Polynésie française (ressource, habitudes de consommation, paiement, etc...) à l'occasion de réunions publiques dans les communes adhérentes à la compétence AEP du SPCPF.

La consultation a été menée en fin de 3^e trimestre 2012. Le choix du prestataire a été opéré dans la foulée et les premiers travaux ont débuté en toute fin d'année.

• LES ÉVÉNEMENTS RÉCURRENTS DE L'ANNÉE • LA CONTINUATION DES PROJETS INITIÉS

► Le congrès des communes

L'élaboration des supports de communication de l'édition 2012 a nécessité de renouveler les visuels pour conférer une dimension accrue à la manifestation, et donner aux participants le sentiment d'appartenance au monde communal et de montrer aux partenaires institutionnels et aux médias la cohésion qui le caractérise.

La valorisation de l'évènement dans les médias a été une réussite, malgré son déroulement dans une île ne facilitant pas les opérations médiatiques.

La réalisation des actes à travers un support haut de gamme constituant à lui seul un vecteur important de l'image du SPCPF, un CD-Rom et un document de synthèse profondément remanié par rapport à l'édition 2011 et adressé à la totalité des destinataires (participants au congrès) ainsi qu'aux conseillers municipaux ont permis de conforter la professionnalisation de la structure, Au final, force est de constater que la manifestation jouit désormais d'une forte notoriété et que son accompagnement en terme de communication permet d'asseoir la légitimité du SPCPF et le leadership de son président pour s'exprimer au nom de la totalité des communes, bien au-delà des seules communes adhérentes.

► Le site Internet

Déploiement de l'espace E-Ressources. Un projet pilote a été mené en collaboration avec le département informatique en direction des agents chargé des élections dans les communes, dans le cadre des opérations électorales liées au renouvellement du mandat des députés et de la désignation du Président de la République.

Le projet s'est malheureusement essouffé au bout de quelques semaines et n'a pas été concluant. Une forte augmentation des articles relatant l'actualité du SPCPF et l'activité de ses départements s'est concrétisée avec la publication en moyenne d'un à deux nouveaux reportages par semaine.

► Le rapport d'activité

La rédaction du rapport d'activité et sa publication l'ont été dans un délai très

raccourci par rapport à 2011, puisque ce support a été notamment diffusé au moment du congrès des communes à l'ensemble des participants à cette manifestation.



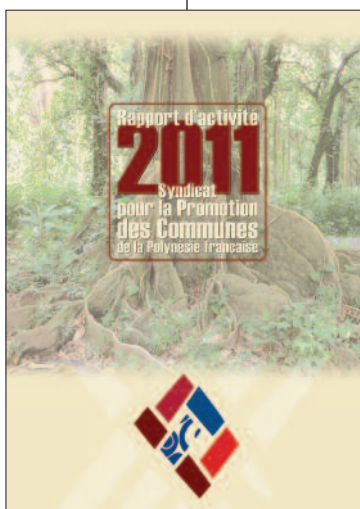
■ LA COMMUNICATION INTERNE

Pour accompagner les changements qui sont intervenus avec la mise en œuvre concrète de la FPC (et notamment le départ d'une partie des agents vers le CGF), la communication interne s'est concentrée en 2012 sur :

- **La relance du concept des Journées de communication interne** en mobilisant les agents sur une thématique spécifique liée à la FPC et au projet du SPCPF pour l'année en cours.
- **L'implication des agents à travers le site Web** et la fourniture d'article sur l'activité de leur département.

Cela a permis d'alimenter le site internet à raison d'un à deux articles globalement par semaine, tout en donnant l'occasion aux agents du SPCPF de valoriser leur travail et de connaître l'activité de leurs collègues des autres départements. Ils ont ainsi contribué à une meilleure connaissance du rôle du SPCPF auprès de ses différents publics.

Cette démarche a cependant trouvé sa limite par la charge supplémentaire de travail qu'elle a occasionné ainsi que par l'importante disparité de production des articles de la part des agents des différents départements.



Le partenariat avec le Centre National de la Fonction Publique Territoriale

2012 aura été la première année de la convention tripartite 2012-2014. Renouvelée entre le SPCPF le CNFPT, cette convention intègre désormais le CGF officiellement créé, qui prend en charge la mission de formation des agents communaux, une compétence jusqu'alors exercée par le SPCPF.

Le volume des actions demandées au CNFPT par le SPCPF en 2012 est donc nécessairement en forte diminution par rapport à la période 2009-2011 de la précédente convention. Les actions mises en œuvre en 2012 répondaient à deux objectifs généraux, déclinés en actions. Cependant, toutes les actions programmées n'ont pas été mises en œuvre.

Le partenariat avec le CNFPT a consisté notamment à soutenir les missions concernant l'intercommunalité en Polynésie française

► Pérenniser la participation du CNFPT au Congrès des communes de Polynésie française.

Le congrès s'est tenu du 30 juillet au 3 août 2012 à Tahaa. M. Debut, directeur de l'INSET d'Angers, a représenté le CNFPT et participé à cette manifestation en y portant le message du Président Deluga, rappelant l'engagement du CNFPT dans le partenariat avec différentes institutions de la Polynésie française. Le SPCPF est très attaché à ce que les responsables du projet CNFPT/ SPCPF puissent se rendre en Polynésie pour appréhender le contexte dans lequel la convention se déroule. La venue de M. Debut constitue à ce titre la plus-value dans la dimension projet que le SPCPF demande au CNFPT.

► Accompagner la mise en œuvre de l'intercommunalité en Polynésie française.

Une mission sur les deux prévues s'est déroulée en septembre 2012 portant sur le « diagnostic de l'intercommunalité en Polynésie française » conduite par deux experts, avec un bilan très positif du travail réalisé.

La mission d'étude technique a dû être repoussée à 2013 pour répondre à une demande consistant à introduire une étape préalable dans le projet : une action permettant aux élus de bien comprendre les enjeux de l'intercommunalité en Polynésie française.

Le programme 2012 a été traité avec un nombre d'actions inférieur à ce qui avait été envisagé. Le budget mobilisé a correspondu à 24 jours en catégorie 1 (12 j x 2 experts), soit 8 400 € hors frais de pilotage et de gestion, ce qui coïncide avec les montants prévus pour la mission diagnostic (20 jours seulement dans l'annexe technique, au lieu de 24 effectivement) et à la visite technique, budgétée dans l'annexe, mais de fait reportée à 2013.

La mission « Diagnostic de l'intercommunalité » a permis une relance de la dynamique du regroupement intercommunal en Polynésie française. Cet élan devrait être prolongé au premier semestre 2013 par les missions projetées sur cette problématique majeure pour le développement des territoires.

La collaboration avec l'INSET s'est déroulée dans de bonnes conditions avec une bonne réactivité de la part du responsable de projet de l'INSET.



Le compte administratif 2012

PRÉAMBULE

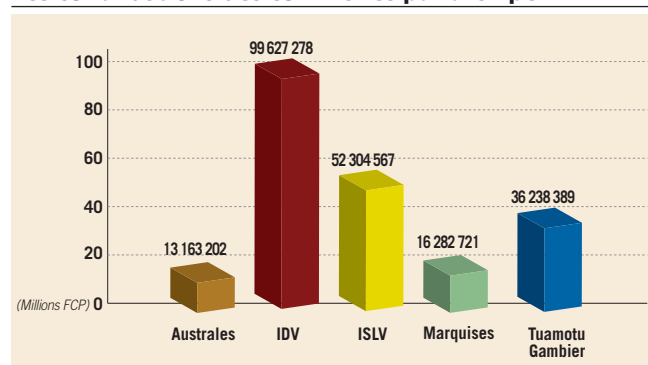
La présente note aborde successivement l'exécution budgétaire au regard des prévisions, l'équilibre général et entre dans le détail des différents chapitres de la section de fonctionnement. Ensuite, la section d'investissement et son financement seront décrits.

Le compte administratif est le bilan financier et d'activité de l'année écoulée. Il comprend plusieurs paramètres :

- Résultat de l'exercice par section,
- Résultat reporté,
- Restes à réaliser.

À l'issue de l'ensemble de ces opérations se dégage le résultat de clôture de l'exercice. Cette étape est suivie de l'affectation du résultat pour équilibrer la section d'investissement si nécessaire, et du calcul du montant du report qui sera inscrit au budget 2013.

Les contributions des communes par archipel



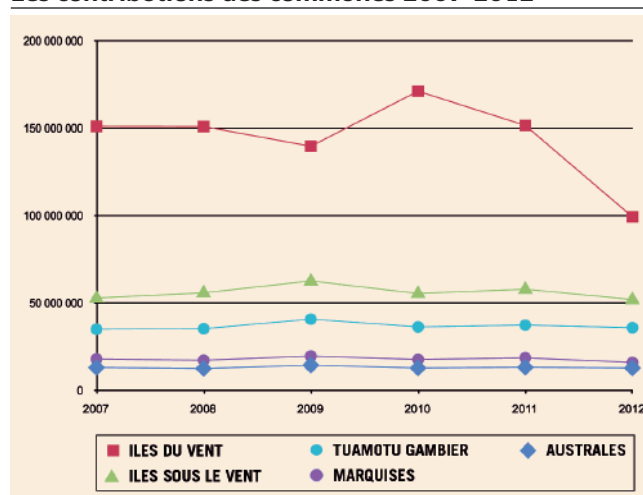
LE BILAN FINANCIER

Globalement le budget 2012 réalisé s'élève :

- en dépenses de fonctionnement et d'investissement à **296 601 004 F CFP** contre **366 745 821 F CFP** réalisés en 2011,
- en recettes de fonctionnement et d'investissement à **390 398 881 F CFP** contre **469 964 604 F CFP** réalisés en 2011.

Le volume budgétaire global diminue sous l'effet du transfert de la compétence «formation des personnels communaux» opéré en 2012 au Centre de Gestion et de Formation.

Les contributions des communes 2007-2012



Comparatif du compte administratif sur 6 ans (en F CFP)

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012
011 • Charges à caractère général	100 460 420	104 165 694	122 171 429	120 635 565	126 356 155	95 696 590
012 • Charges de personnel	188 853 373	194 413 867	198 740 288	228 429 639	208 538 311	172 424 109
65 • Autres charges de gestion courante	15 913 606	2 891 268	5 437 842	14 354 124	8 888 461	5 811 140
66 • Charges financières	1 168 000	—	1 054 975	1 164 720	719 598	342 023
67 • Charges exceptionnelles	—	4 662 670	—	—	—	6 108 564
68 • Dotations aux amortissements	0	13 223 392	6 136 105	5 105 682	8 063 842	5 632 537
023 • Virement à la section d'investissement	—	—	—	—	—	—
TOTAL	306 395 399	319 356 891	333 540 639	369 689 730	352 566 367	286 014 963

RECETTES DE FONCTIONNEMENT	CA 2007	CA 2008	CA 2009	CA 2010	CA 2011	CA 2012
002 • Excédent de fonctionnement	116 380 035	107 183 679	84 912 226	72 962 503	99 239 989	80 725 973
013 • Atténuations de charges	6 372 046	3 554 816	3 262 869	7 418 601	833 813	1 251 445
70 • Produits des serv., du domaine & ventes diverses	14 902 620	8 987 796	7 004 523	7 486 687	3 498 750	254 554
74 • Dotations, subventions & participations	286 260 910	286 959 330	313 906 177	375 971 337	336 904 804	244 708 377
77 • Produits exceptionnels	—	4 427 500	1 041 192	66 359	27 000	29 288 263
79 • Transferts de charges	—	14 062	122 285	275 000	—	5 380
TOTAL	423 915 611	411 127 183	410 249 272	464 180 487	440 504 356	356 233 992

	2007	2008	2009	2010	2011	2012
• DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT	306 395 399	319 356 891	333 540 639	369 689 730	352 566 367	286 014 963
• RECETTES DE FONCTIONNEMENT	423 915 611	411 127 183	410 249 272	464 180 487	440 504 356	356 233 992
RÉSULTAT	117 520 212	91 770 292	76 708 633	94 490 757	87 937 989	70 219 029

► RÉSULTAT DE L'EXERCICE

1. Section de fonctionnement

- Dépenses : **286 014 963 F CFP** contre **352 566 367 F CFP** réalisés en 2011
- Recettes : **275 508 019 F CFP** contre **341 264 367 F CFP** réalisés en 2011
- Résultat : **-10 506 944 F CFP**
- *Résultat antérieur N-1* : **80 725 973 F CFP**
- *Résultat de clôture* : **Excédent : 70 219 029 F CFP**

2. Section d'investissement

- Dépenses : **10 487 531 F CFP** contre **7 456 690 F CFP** réalisés en 2011
- Recettes : **14 036 353 F CFP** contre **24 075 695 F CFP** réalisés en 2011
- Résultat : **3 548 822 F CFP**
- *Résultat antérieur N-1* : **20 030 026 F CFP**
- *Résultat de clôture* : **Excédent : 23 578 848 F CFP**

Résultat reporté

Le compte administratif total, en intégrant le résultat reporté de 2011 (fonctionnement + investissement) s'élève donc à :

- Dépenses : **296 601 004 F CFP**
- Recettes : **390 398 881 F CFP**
- Résultat : **93 797 877 F CFP**

Restes à réaliser

Les restes à réaliser en investissement s'élèvent à :

- Dépenses : **6 743 438 F CFP**
- Recettes : **0 F CFP**

3. Balance générale :

- Fonctionnement : **70 219 029 F CFP**
- Investissement : **23 578 848 F CFP**

ANALYSE DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2012 affiche un déficit de 10,5 MF CFP. En intégrant l'excédent de fonctionnement des années antérieures qui s'élève à 80,7 MF CFP, le résultat s'élève au 31 décembre 2012, à la somme de **70,2 MF CFP**.

► LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2012 s'élèvent à 356,4 MF CFP, soit un taux de réalisation de 96,30% par rapport aux prévisions.

Ce montant intègre l'excédent de fonctionnement reporté des années antérieures. Ces recettes proviennent principalement des contributions, des subventions du FIP et dotations de l'Etat, et enfin de l'excédent de fonctionnement.

Le tableau du bas de page 33 donne la ventilation par nature des recettes de fonctionnement.

Répartition par catégorie de recettes

⇒ Chapitre 002

Ces réalisations ne sont que des écritures budgétaires ne donnant pas lieu à émission de titres de recettes.

⇒ Chapitre 013

Ce chapitre regroupe les remboursements des indemnités journalières et les cotisations de la CPS relatifs aux arrêts maladie du personnel du SPC. Ceux-ci s'élèvent à 1 251 445 F et représentent 734,55% de réalisations par rapport aux prévisions.

⇒ Chapitre 70

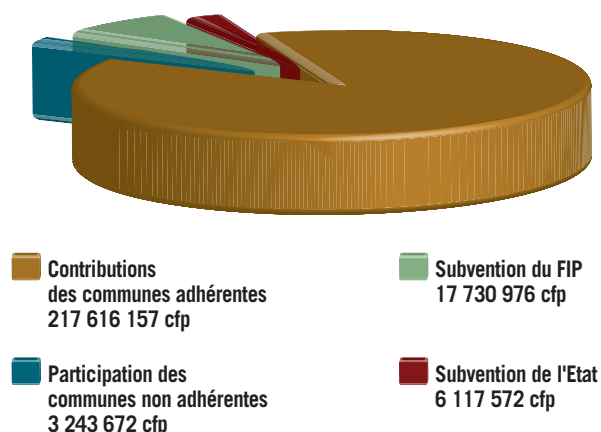
Ce chapitre concerne des remboursements de billets d'avion. Ces recettes s'élèvent à 254 554 F CFP soit un taux de réalisation de 37,16%.

⇒ Chapitre 74

Ce chapitre s'élève à 244,7 MF CFP et est alimenté par :

- les contributions des communes adhérentes pour 217,61 MF CFP,
- la subvention du FIP pour 4,04 MF CFP (financement des projets intercommunaux de formation),
- le solde de la subvention du FIP pour 1,3 MF CFP pour le financement du chef de projet FPC
- les subventions du FIP pour 12,17 MF CFP pour les études et maîtrises d'eau de l'AEP,
- le solde de la dotation de l'Etat pour 2,07 MF CFP pour le financement du chef de projet FPC,

Le chapitre 74



- la subvention de l'Etat pour 4,04 MF CFP (financement des projets intercommunaux de formation),
- les participations des communes non adhérentes pour 3,2 MF CFP,
- les remboursements des participants non institutionnels au congrès des communes pour 0,27 MF CFP.

Il est précisé que sur les 42,97 MF CFP de subventions FIP budgétées sur 2012, il reste à percevoir 23,93 MF CFP, somme qui sera inscrite au budget 2013.

⇒ Chapitre 77

Ce chapitre enregistre le remboursement par le CGF des frais de fonctionnement et des salaires du 1^{er} au 31 août 2012 pour 23 MF CFP ainsi que la recette relative à la cession des matériels pédagogiques au Centre de Gestion et de Formation pour 2,9 MF CFP, des écritures d'ordre de cessions de biens pour 3,1 MF CFP et enfin le remboursement de divers frais de gestion à hauteur de 130 460 F CFP.

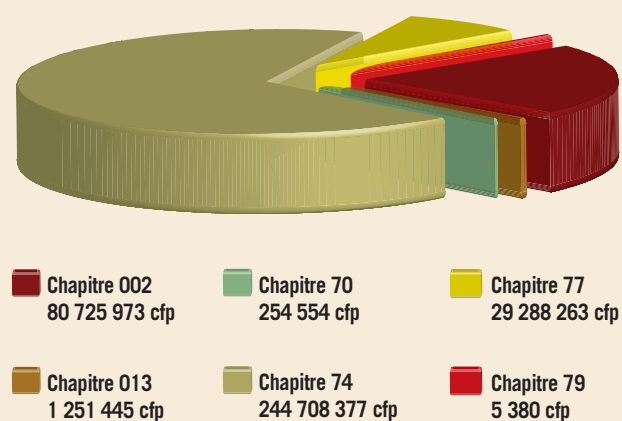
Ce chapitre s'élève à 29, 2 MF CFP soit un taux de réalisation de 156,5% par rapport aux prévisions.

⇒ Chapitre 79

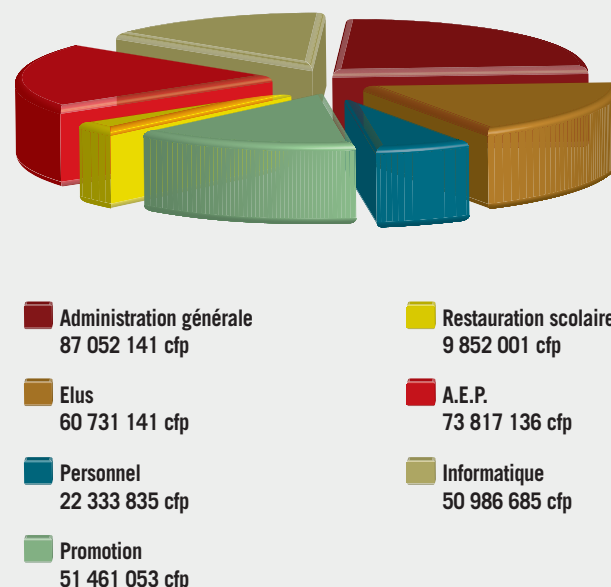
Ce chapitre enregistre le remboursement du dernier mois d'assurance de 2012 du scooter de service, en panne et irréparable pour la somme de 5 380 F CFP.

Ce scooter fera l'objet d'une procédure de réforme.

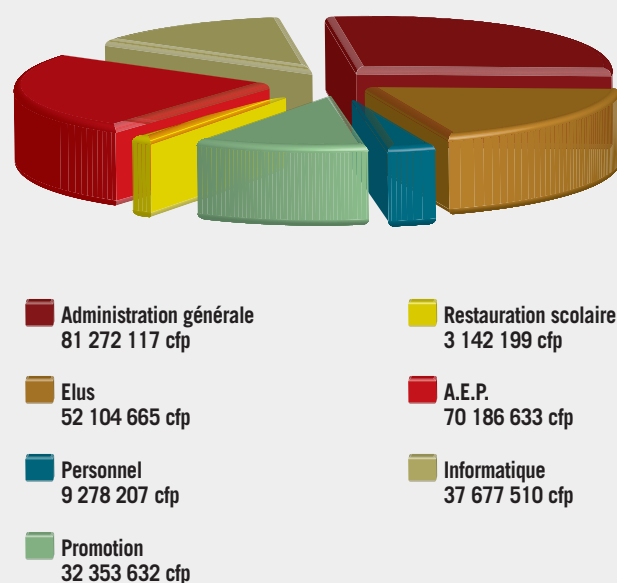
Répartition par catégorie de recettes



Exécution des recettes de fonctionnement par compétence



Exécution des dépenses de fonctionnement par compétence



CHAPITRE	DÉSIGNATION	Prévisions (a) en F CFP	Réalisations (b) en F CFP	% des Réalisations (b)/(a)
2	• Excédent de fonctionnement	80 893 505	80 725 973	99,79%
13	• Atténuations de charges	170 368	1 251 445	734,55%
70	• Produits des services, du domaine & ventes diverses	685 000	254 554	37,16%
74	• Dotations, subventions & participations	269 613 549	244 708 377	90,76%
77	• Produits exceptionnels	18 712 382	29 288 263	156,52%
79	• Transferts de charges	5 380	5 380	100,00%
TOTAL FONCTIONNEMENT		370 080 184	356 233 992	96,25%

► LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les dépenses globales de fonctionnement s'élèvent à 286 MF CFP sur 370 MF CFP inscrits, soit un taux de réalisation de 77%, alors qu'en 2011, elles s'élevaient à 357,3 MF CFP. Le tableau ci-dessous donne la ventilation par nature de ces dépenses.

Répartition par catégorie de dépenses

⇒ Chapitre 011

Les charges à caractère général représentent un volume financier de 95,6 MF CFP et détiennent un taux de réalisation de 56%. Elles correspondent aux dépenses courantes de fonctionnement telles que l'achat de fournitures de bureau, l'entretien, la maintenance du patrimoine (bâtiment, véhicules de service, matériel, mobilier, etc.), l'électricité, le téléphone, l'achat de formations auprès de prestataires, les assurances, les frais de transport des élus, des agents du SPCPF, etc.

Ce taux de 56% s'explique :

- par des efforts de gestion dans toutes les compétences,
- par le report sur 2013 d'une partie des actions de formation relative à la fonction publique communale à l'intention des élus,
- par le report sur 2013 des études budgétées à la compétence eau potable. En effet sur les 32,8 MF CFP seuls 12 MF CFP ont été réalisés. Ce report est dû principalement au défaut de trésorerie du SPCPF qui a engendré le mandatement et le paiement tardif des marchés par la TIVAA.

⇒ Chapitre 012

Les charges de personnel sont de 172,4 MF CFP réalisées, soit 95% des prévisions contre 208,5 MF en 2011. Elles se détaillent comme ci-après :

- 121 MF CFP (salaires du personnel permanent),
- 26,6 MF CFP (charges patronales),
- 11,9 MF CFP (solde des indemnités départ à la retraite),
- 4,5 MF CFP (rémunération des formateurs),
- 4,4 MF CFP (salaires du personnel non titulaire),
- 2,1 MF CFP (cotisations au CGF),
- 1,9 MF CFP (diverses indemnités : remboursements des loyers du chef de projet fonction publique communale et de la directrice de la formation, remboursement de la retraite complémentaire CNP à certains agents, paiement des frais pour la médecine du travail).

Ce chapitre est en diminution de 17,32% par rapport à 2011 en raison du transfert au CGF de 6 agents à compter

du 31 juillet 2012, et des 2 cadres du CNFPT mis à la disposition du SPCPF ensuite au CGF à compter du 31 août 2012, du non recrutement du chef de projet fiscalité communale et du responsable de la restauration scolaire.

Au total, en 2011, le SPCPF a employé 25 agents du 1^{er} janvier au 31 juillet 2012.

⇒ Chapitre 65

Sur ce chapitre ont été mandatées les indemnités de fonction du Président et de la 1^{ère} Vice-présidente, les cotisations à l'IRCANTEC et les indemnités de déplacement des élus lors des missions. Les charges de gestion courante s'élèvent à 5,8 MF CFP, soit un taux de réalisation de 55% par rapport aux prévisions.

⇒ Chapitre 66

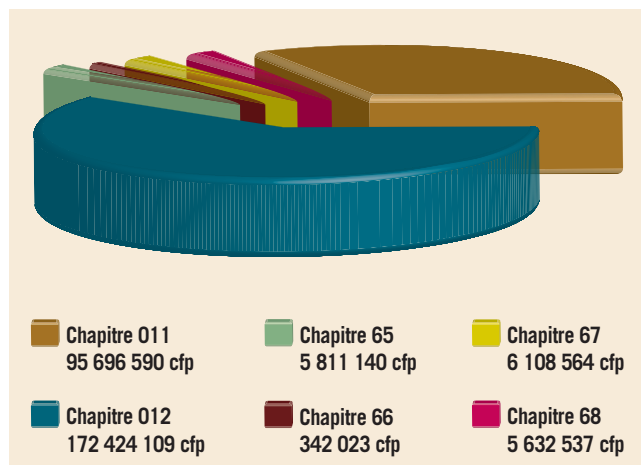
Il enregistre les intérêts relatifs à la ligne de trésorerie contractée auprès de la Banque de Tahiti. Pour 2012, ils s'élèvent à 0,34 MF CFP soit un taux de réalisation de 49% par rapport aux prévisions. Ce faible taux représente l'effort de gestion concernant la mobilisation de la ligne de trésorerie.

⇒ Chapitre 67

Ce sont les écritures d'ordre relatives aux cessions des matériels pédagogiques au Centre de Gestion et de Formation qui ont été enregistrées sur ce chapitre pour 6,1 MF CFP.

⇒ Chapitre 68

Le chapitre 68 enregistre les dotations aux amortissements. Elles s'élèvent à 5,6 MF CFP et représentent 1,96% par rapport aux dépenses générales de fonctionnement.



CHAPITRE	DÉSIGNATION	Prévisions (a) en F CFP	Réalisations (b) en F CFP	% des Réalisations (b)/(a)
11	• Charges à caractère général	171 148 490	95 696 590	55,91%
12	• Charges de personnel	182 063 500	172 424 109	94,71%
65	• Autres charges de gestion courante	10 535 657	5 811 140	55,16%
66	• Charges financières	700 000	342 023	48,86%
67	• Charges exceptionnelles	0	6 108 564	
68	• Dotations aux amortissements	5 632 537	5 632 537	100,00%
TOTAL FONCTIONNEMENT		370 080 184	286 014 963	77,28%

► EVOLUTION DES RÉSULTATS

L'année 2012 s'est donc achevée le 17 décembre 2012 avec l'émission des derniers mandats de rattachement de charges, suite à la demande du Trésor Public. La section de fonctionnement génère un excédent de 70 386 561 F CFP. Il avait été décidé de ne pas alourdir les charges des communes par une augmentation des cotisations, compte tenu de la difficulté financière de certaines communes et compte tenu de l'excédent cumulé antérieur.

Les contributions des communes adhérentes ont donc été stabilisées. Cette stabilisation des contributions correspond aussi au fait que le SPCPF a permis que les dépenses de fonctionnement soient équivalentes aux recettes donc aux contributions demandées.

Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement de la totalité des compétences est excédentaire.

ANALYSE DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le résultat de clôture de la section d'investissement 2012 affiche un solde de 3,45 MF CFP.

Ajouté à cet excédent celui de l'exercice antérieur de 20,1 MF CFP, cela permet de disposer d'un résultat de clôture excédentaire de **23,5 MF CFP**.

► LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les 34,16 MF CFP de recettes d'investissement réalisées proviennent :

- de l'excédent d'investissement reporté pour 20,12 MF CFP,
- de l'affectation du résultat pour 2,29 MF CFP,
- des écritures de cessions d'immobilisations pour 6,10 MF CFP,
- de la dotation aux amortissements pour 5,63 MF CFP.

Elles représentent un taux de réalisation de 110,10% par rapport aux prévisions qui étaient de 31 MF.

► LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Le montant des mandats émis pour l'année 2012 s'élève à 10,58 MF CFP, soit une réalisation de 34,11% des 31 MF CFP du budget d'investissement de l'année 2012.

⇒ Opération 20081

Acquisition matériel Administration Générale

Les dépenses réalisées sur cette opération s'élèvent à 6,2 MF CFP soit 48,13 % de réalisation, et concernent principalement l'acquisition de matériels informatiques (licences anti-virus, serveur, mini portable, disque dur) et dans une moindre mesure du matériel pour le département «communication» (panneau signalétique SPCPF en entrée de servitude et appareil photo destiné aux déplacements du département AEP).

Des dépenses d'un montant de 4,17 MF CFP ont été engagées et reportées sur 2013. Elles concerneront le paiement du solde du site WEB pour 2,1 MF CFP, le paiement des travaux de carrelage du bâtiment du SPCPF pour 1,8 MF CFP, le paiement d'un climatiseur pour 112 676 F CFP et enfin le paiement d'une licence serveur 2008 R2 pour 117 700 F CFP.

⇒ Opération 20083

Acquisition matériel AEP

Les dépenses réalisées s'élèvent 331 142 F CFP soit 24,08% de réalisation et correspondent à l'acquisition d'un logiciel «Arlequin» permettant de récupérer des données sur les sites de production des communes, et du matériel informatique. Une dépense d'un montant de 132 000 F CFP a été engagée et reportée sur 2013. Elle concerne l'achat d'une sonde manuelle.

⇒ Opération 20084

Acquisition matériel Informatique

Ce sont principalement des ordinateurs portables qui ont été mandatés sur cette opération pour un montant de 308 676 F CFP.

Des dépenses engagées pour 2,4 MF CFP ont été reportées sur 2013. Ces dépenses représentent l'acquisition de logiciel de facturation Win-fac et Win Eau, logiciel de gestion des listes électorales.

⇒ Opération 20112

Acquisition matériel Formation

Seule l'acquisition de 2 vidéoprojecteurs a été mandatée sur cette opération pour 348 000 F CFP et une fontaine d'eau pour équiper la salle de formation pour 93 240 F CFP.

Des écritures d'ordre de cessions ont été passées sur cette opération pour 3,1 MF CFP correspondant au matériel pédagogique cédée au CGF.

Aucune dépense n'a été engagée et reportée sur 2013.

► EVOLUTION DES RÉSULTATS

L'excédent global d'investissement est de 23,5 MF CFP, traduisant non pas un défaut de réalisation mais l'obligation d'amortir et donc d'avoir une réserve pour l'avenir.

Au 31/12/2012 :

- Le résultat reporté de 2011 fait apparaître un excédent de 20 030 026 F CFP,
- Le résultat de clôture présente un excédent de 23 578 848 F CFP,
- Les restes à réaliser présentent un solde de 6 743 438 F CFP,
- La balance globale présente un excédent de 16 835 410 F CFP.

En cumulant les deux sections, le résultat affiche un excédent pour toutes les compétences. Il est proposé d'inscrire en report l'excédent constaté qui sera repris lors du budget 2013 et affecté suivant les besoins.

LE COMPTE DE GESTION DU TRÉSORIER DES ILES-DU-VENT, DES ARCHIPELS ET DES AUSTRALES

Le compte de gestion du Trésorier est un document de synthèse qui rassemble tous les comptes mouvementés au cours de l'exercice accompagné des pièces justificatives correspondantes.

Le compte de gestion répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget,
- et présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de la collectivité.

La concordance des résultats du compte de gestion et du compte administratif pour l'exercice 2012 est donc constatée.

LA TRÉSORERIE

Au 31/12/2012 la trésorerie était de 39 781 021 F CFP. Les titres de recettes relatives aux contributions des communes adhérentes ont été émis en deux temps : 75% avant le vote de notre budget et 25 % après le vote de ce dernier. L'objectif de ce procédé est double :

- d'une part, maintenir notre trésorerie en début d'année, sans trop mobiliser la ligne de trésorerie souscrite auprès d'un établissement financier,
- et d'autre part, permettre aux communes de payer leur contribution en 2 fois dans l'année, et donc d'éviter de faire trop baisser leur propre trésorerie.

Cette situation de trésorerie positive, sans mobilisation à ce moment là de notre ligne de trésorerie, ne doit pas cependant faire oublier les difficultés persistantes de paiement par les communes de leurs contributions. C'est le maintien de l'excédent à près de 70 MF qui permet d'avoir une trésorerie positive.

LA RÉPARTITION PAR COMPÉTENCE L'AFFECTATION DU RÉSULTAT

Les statuts du SPCPF imposent le suivi des comptes du syndicat, compétence par compétence. Les graphiques de la page 33 donnent l'état des dépenses réalisées compétence par compétence, et celui de l'administration générale.

Ces éléments, ainsi que ceux relatifs aux recettes permettent d'établir un tableau récapitulatif global des résultats par compétences. Ce tableau est une aide aux prises de décisions pour l'affectation du résultat. Il fait apparaître un résultat de fonctionnement de 70 386 561 F CFP.

Il a été inscrit au budget 2013 :

- en excédent de fonctionnement (002) la somme de :
70 219 029 F CFP
- en excédent d'investissement (001) la somme de :
23 578 848 F CFP.

L'analyse des résultats par compétence fait apparaître :

→ *Administration générale*

L'excédent de fonctionnement s'élève à 5,7 MF CFP. Il correspond à un effort continu d'économie dans la gestion quotidienne.

→ *Formation des élus*

L'excédent de fonctionnement s'élève à 8,6 MF CFP. Cet excédent correspond à un coût du congrès moindre que prévu, mais aussi à l'annulation de 11 formations, notamment en raison du manque de participants.

→ *Formation des agents*

L'excédent s'élève à 13 MF CFP. Lors du DOB du 13 décembre dernier, il avait été proposé d'affecter cet excédent à la compétence «formation des élus» et de créer un fonds de réserve afin d'éviter d'augmenter les contributions communales.

→ *Promotion*

L'excédent de fonctionnement s'élève à 19,1 MF CFP. Cet excédent correspond au non recrutement du chef de projet fiscalité communale et aux recettes provenant du partenariat SPCPF/CGF mis en place pour assurer la continuité de l'action en matière de formation et permettre un démarrage sans délais de la FPC.

→ *Restauration scolaire*

L'excédent de fonctionnement s'élève à 6,7MF CFP. Cet excédent fort correspond au non recrutement du chef de projet restauration scolaire.

→ Eau potable

L'excédent de fonctionnement s'élève à 3,7 MF CFP, en légère hausse par rapport à fin 2011 (+1,7 MF CFP). Cette compétence est celle dont la santé financière est la plus tendue. En effet, cette compétence ne peut bénéficier que de peu de financement extérieur pour les actions non déléguées et son activité volontariste, notamment sur le terrain, est porteuse de résultats, mais aussi d'une demande en contribution communale importante.

→ Informatique

L'excédent de fonctionnement de cette compétence est sensible : 13,3 MF CFP, même s'il est en légère baisse par rapport à 2011 (-5 MF CFP). Les recrutements du chef de projet et d'un technicien conduisent aujourd'hui à une compétence en situation financière bonne, mais avec des besoins de financement qu'il convient d'assurer sur le long terme.

→ Investissement

L'excédent global d'investissement est de 23,5 MF CFP, traduisant non pas un défaut de réalisation, mais l'obligation d'amortir et donc d'avoir une réserve pour l'avenir.

→ Conclusion

Avec un excédent global de 93,79 MF CFP, le SPCPF a gardé une marge de manœuvre pour l'année 2013. Il faut cependant ne pas perdre de vue la nécessité d'analyser la situation compétence par compétence.

Cet excédent global s'explique toujours par des efforts de gestion en interne mais également au niveau des actions. Il constitue de fait, dans un climat financier communal très difficile, une réserve de trésorerie et/ou d'actions non négligeable.

DÉLIBÉRATION APPROUVANT LE COMPTE ADMINISTRATIF ET LE COMPTE DE GESTION 2012

Délibération n°1/2013/SPC du 7 février 2013 approuvant le compte administratif et le compte de gestion 2012 et portant affectation du résultat de fonctionnement

Article 1 : Le compte administratif 2012 du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française et le compte de gestion 2012 du Trésorier des Iles-du-Vent, des Iles Australes et des Archipels sont approuvés.

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 286 014 963 F CFP et les recettes à 275 508 019 F CFP soit un résultat de fonctionnement de **-10 506 944 F CFP**.

L'intégration du résultat de l'année 2011 de **80 725 973 F CFP** affiche au final un excédent de fonctionnement au 31/12/2012 de **70 219 029 F CFP**.

La répartition par compétence de cet excédent s'établit comme ci-après :

- Administration générale : 5 780 024 F CFP
- Formation des élus : 8 626 476 F CFP
- Formation des personnels communaux : 13 055 628 F CFP
- Promotion : 19 107 421 F CFP
- Restauration scolaire : 6 709 802 F CFP
- A.E.P. : 3 630 503 F CFP
- Informatique : 13 309 175 F CFP

En investissement, les dépenses s'élèvent à **10 487 531 F CFP** et les recettes à **14 036 353 F CFP** soit un résultat d'investissement de **3 548 822 F CFP**.

L'intégration du résultat de l'année 2011 de **20 030 026 F CFP** affiche un excédent de **23 578 848 F CFP** au 31 décembre 2012, réparti par compétence comme ci-dessous :

- Administration générale : 6 759 667 F CFP
- Formation des élus : 5 686 482 F CFP
- Promotion : 0 F CFP
- Restauration scolaire : 250.000 F CFP
- A.E.P. : 1 043 954 F CFP
- Informatique : 9 838 745 F CFP

Il est constaté le montant des restes à réaliser :

- en recettes d'investissement de 0 F CFP.
- en dépenses d'investissement de 6 743 438 F CFP.

Il est constaté qu'aucun besoin de financement en investissement n'est nécessaire.

Article 2 : Constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de **70 219 029 F CFP**, il est décidé d'affecter :

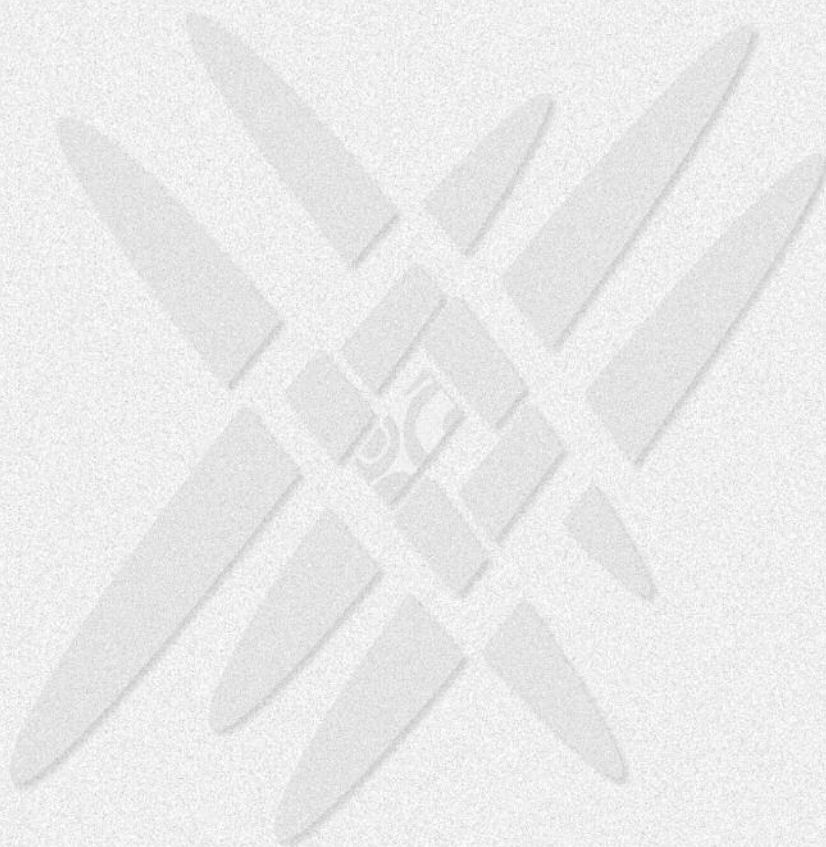
- l'excédent de la compétence formation des personnels communaux soit 13 055 628 F à la compétence formation des élus,
- en report de fonctionnement (compte 002) la somme de **70 219 029 F CFP**, se répartissant comme suit :
 - Administration générale : 5 780 024 F CFP
 - Formation des élus : 21 682 104 F CFP
 - Promotion : 19 107 421 F CFP
 - Restauration scolaire : 6 709 802 F CFP
 - A.E.P. : 3 630 503 F CFP
 - Informatique : 13 309 175 F CFP

Article 3 : Conformément aux dispositions des articles 421-1, 421-4 et 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre la présente décision, dans un délai de trois mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le Président et le receveur municipal du SPC.PF sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.

Tableau des communes adhérentes au SPCPF en 2012

Subdivisions	Communes	Compétences obligatoires		Compétences optionnelles		
		Administration Générale - Formation Elus - Formation Personnel Promotion institution communale - Documentation		Restauration Scolaire	AEP	Informatique
Australes	Raivavae	OUI		OUI	OUI	OUI
Australes	Rapa	OUI		OUI	OUI	OUI
Australes	Rimatara	OUI		OUI	OUI	OUI
Australes	Rurutu	OUI		OUI	OUI	OUI
Australes	Tubuai	OUI		OUI	OUI	OUI
Iles du Vent	Hitia'a o te Ra	OUI				OUI
Iles du Vent	Mahina	OUI		OUI		
Iles du Vent	Moorea-Maiao	OUI				
Iles du Vent	Paea	OUI				OUI
Iles du Vent	Papara	OUI				
Iles du Vent	Papeete	OUI				
Iles du Vent	Pirae	OUI				
Iles du Vent	Punaauia	OUI				
Iles du Vent	Taiarapu Est	OUI				
Iles du Vent	Taiarapu Ouest	OUI				OUI
Iles du Vent	Teva i Uta	OUI		OUI		OUI
Iles Sous-le-Vent	Bora Bora	OUI		OUI	OUI	OUI
Iles Sous-le-Vent	Huahine	OUI		OUI	OUI	
Iles Sous-le-Vent	Maupiti	OUI				OUI
Iles Sous-le-Vent	Tahaa	OUI		OUI	OUI	OUI
Iles Sous-le-Vent	Taputapuatea	OUI		OUI	OUI	OUI
Iles Sous-le-Vent	Tumaraa	OUI		OUI	OUI	OUI
Iles Sous-le-Vent	Uturoa	OUI				OUI
Marquises	Fatu-Hiva	OUI		OUI	OUI	OUI
Marquises	Hiva-Oa	OUI				OUI
Marquises	Nuku-Hiva	OUI		OUI	OUI	OUI
Marquises	Tahuata	OUI		OUI	OUI	OUI
Marquises	Ua-Huka	OUI		OUI	OUI	OUI
Marquises	Ua-Pou	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Anaa	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Arutua	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Fakarava	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Fangatau	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Gambier	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Hao	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Hikueru	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Makemo	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Manihi	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Napuka	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Nukutavake	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Puka Puka	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Rangiroa	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Reao	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Takaroa	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Tatakoto	OUI		OUI	OUI	OUI
Tuamotu Gambier	Tureia	OUI		OUI	OUI	OUI
TOTAL		46		34	32	38



Syndicat pour la Promotion des Communes
de Polynésie française

Servitude Tepihaa II - Patutoa - Papeete
BP 50820 - Pirae - Tahiti
Polynésie française

Tél : +689 50 63 63 - Fax : +689 41 07 98
commune@spc.pf • www.spc.pf



'Āmuitahira'a nō te mau 'oire
SPCPF
SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE